

DÉVELOPPER L'EXCELLENCE • Rapport annuel 2006/2007

iidd

161, avenue Portage est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0Y4
Tél. : +1 (204) 958-7700
Télec. : +1 (204) 958-7710

La Maison internationale
de l'environnement 2
9, chemin de Balexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : +41 (22) 917-8373
Télec. : +41 (22) 917-8054

Courriel : info@iisd.ca Site web : <http://www.iisd.org>

250, rue Albert
Pièce 553
Ottawa (Ontario)
Canada K1P 6M1
Tél. : +1 (613) 238-2296
Télec. : +1 (613) 238-8515

212 East 47th Street
#21F
New York, NY
10017 USA
Tél. : +1 (646) 536-7556
Télec. : +1 (646) 219-0955

- 1 Notre vision et notre mission / À propos de notre espace Web
- 2 Message du Président / Message du Président-directeur général
- 4 Conseil d'administration de l'IIDD
- 5 L'équipe de l'IIDD
- 6 Regard sur le passé, regard sur l'avenir : 20 ans se sont écoulés depuis Brundtland
- 8 Comment créer un régime climatique durable : Fixer les objectifs ne suffit pas
- 10 Une Chine durable? Répondre aux défis d'un essor rapide
- 12 La portée de l'économie : Les politiques et principes économiques sont présents dans tous les programmes de l'IIDD
- 14 Tailler une gouvernance environnementale mondiale aux justes mesures : À la recherche de leadership
- 16 Perte de nutriments, gain de terrain : L'IIDD brave les eaux troubles du lac Winnipeg
- 18 Rapport de programme de l'IIDD : Commerce et investissement
- 20 Rapport de programme de l'IIDD : Mesure et évaluation
- 22 Rapport de programme de l'IIDD : Services d'information
- 23 Rapport de programme de l'IIDD : Communication des connaissances
- 24 Rapport de programme de l'IIDD : Changements climatiques et énergie
- 26 Rapport de programme de l'IIDD : Gestion durable des ressources naturelles
- 28 Fonds d'innovation de l'IIDD : Investir dans l'ordre du jour pour le changement
- 30 Donner l'exemple : L'initiative de compte rendu de l'IIDD suscite l'intérêt des ONG
- 31 Rapport des vérificateurs
- 32 Bilan consolidé
- 33 État consolidé des résultats
- 34 Accords de financement
- 35 Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité
- 36 Subventions affectées à des fins particulières

iidd

Institut
international du
développement
durable

International
Institute for
Sustainable
Development

Imprimé au Canada
© Institut international du développement durable
Direction éditoriale : Stuart Slayen, gestionnaire, Publications et communications, IIDD
Éditrice adjointe : Michelle French, agente d'édition, IIDD
Conception : 23 Below Graphic Design
Traduction : Sylvie Sabourin
Photo de couverture et de deuxième couverture : iStockphoto
Impression : Premier Printing, Winnipeg, Manitoba

L'Institut international du développement durable (IIDD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, les politiques économiques, les changements climatiques, la mesure et l'évaluation et la gestion durable des ressources naturelles. Nous nous servons de l'Internet pour faire rapport sur les négociations internationales et partager le savoir que nous avons acquis lors de projets exécutés en collaboration avec des partenaires internationaux; il en résulte une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement et un meilleur dialogue entre le Nord et le Sud.

NOTRE MISSION ET NOTRE VISION

L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

À PROPOS DE NOTRE ESPACE WEB

Cette année, nous avons restructuré et étendu notre site Web à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org> pour mieux servir notre public mondial croissant. Nous avons conçu une approche plus personnelle et plus à jour. Elle offre un espace dans lequel les collègues de l'IIDD peuvent présenter leurs travaux, leurs opinions et leurs engagements en leurs propres termes. Nous avons renforcé nos fonctions de recherche et de navigation et avons lancé une interface française de notre site de recherche pour offrir un meilleur accès à nos travaux les plus récents.

Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, le site Web de recherche de l'IIDD à l'adresse <http://www.iisd.org> et le site Web « Linkages » de nos Services d'information à l'adresse <http://www.iisd.ca> ont reçu un nombre considérable de visites. Jugez-en par vous-même :



<http://www.iisd.org>

24 331 335 de demandes fructueuses, y compris **1 883 245** de téléchargements en PDF.

<http://www.iisd.ca>

41 638 870 de demandes fructueuses, y compris **1 673 154** de téléchargements en PDF.

<http://www.globalsubsidies.org>

En 2006, l'Initiative mondiale sur les subventions a lancé un site unique en son genre couronné d'un très grand succès. De juillet 2006 au 31 mars 2007, on y a constaté **1 025 800** de visites.

LISTES D'ENVOI

L'IIDD exploite un certain nombre de listes d'envoi auxquelles sont abonnés des gens du monde entier. Le nombre total de nos abonnés est de **40 253**, soit une augmentation de plus de 5 000 depuis le 31 mars 2006. Pour en apprendre plus sur nos listes et vous y abonner, visitez l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/maillinglists.asp>

L'année écoulée a été témoin d'un extraordinaire changement de la sensibilisation du public face à la durabilité et à la santé de la planète. Vingt ans après le Rapport Brundtland, et quelques années depuis le début de la publication d'une série de rapports de plus en plus précis émanant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ce ne sont plus les défis auxquels nous faisons face qui sont le sujet de nos discussions mais bien la meilleure façon d'aller de l'avant pour garantir la vitalité économique, le bien-être humain et un environnement sain.

En ma qualité de Président d'un conseil d'administration expert en la matière, je continue à tirer des leçons des diverses expériences de mes collègues – chercheurs, environnementalistes, leaders dans le domaine des politiques internationales et dirigeants d'entreprise du monde entier – tous chevronnés et ralliés à l'idée que l'IIDD, fier d'avoir son siège à Winnipeg au Canada, devrait fonder ses recherches sur la notion d'esprit d'innovation. Nous faisons constamment preuve de cet esprit. Cela a notamment été le cas en février avec nos récents travaux sur la gouvernance environnementale mondiale qui ont impressionné un public international à Paris lors de la conférence « Citoyens de la Terre » organisée par le Président Chirac.

N'oublions pas, cependant, que la lutte pour atteindre la durabilité et la prospérité n'est pas un simple enjeu mondial, il s'agit également d'une préoccupation profonde pour les collectivités quelle que soit leur taille. Au Manitoba, notre province d'attache, le projet de recherche de l'IIDD sur la qualité de l'eau du lac Winnipeg et la détermination de zones écologiquement sensibles dans les pâturages de l'Ouest est une entreprise fondamentale. La collaboration avec les collectivités des Premières nations vouées à minimiser leur empreinte environnementale et à protéger leur patrimoine naturel constitue une autre indication typique de la façon dont l'IIDD recherche la collaboration pour créer une valeur en tant que source de solutions dans un monde fragile confronté à l'incertitude.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

One Lifeboat, le rapport de l'IIDD sur la détermination de la Chine à relever le défi de sa durabilité est unique en son genre. Les travaux continus sur les changements climatiques et sur ce que nous devrions faire en 2012, une fois la première période d'engagement du Protocole de Kyoto terminée, sont, en revanche, considérables en ce qu'ils représentent un effort de longue haleine et déterminé pour aider à trouver des solutions et élaborer la réponse de politique publique et réglementaire appropriée. Pendant tout ce temps, notre équipe des Services d'information maintient et améliore les meilleures traditions des scribes de conférence, offrant un précieux service lors des négociations et conférences internationales.

Je sais que j'exprime le sentiment de mes collègues administrateurs lorsque je reconnais le leadership de David Runnalls et les apports des dirigeants de projet et du personnel, tous experts et dévoués à la réalisation de ces remarquables contributions. Ils constituent sans aucun doute un groupe étonnant de professionnels à la pointe de notre quête collective d'innovation et de solutions pour léguer un monde meilleur à nos enfants et aux générations futures.



Daniel Gagnier
Président du Conseil

« CE NE SONT PLUS LES DÉFIS AUXQUELS NOUS FAISONS FACE QUI SONT LE SUJET DE NOS DISCUSSIONS MAIS BIEN LA MEILLEURE FAÇON D'ALLER DE L'AVANT POUR GARANTIR LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE, LE BIEN-ÊTRE HUMAIN ET UN ENVIRONNEMENT SAIN. »



Comme le fait remarquer notre Président, le public n'a jamais accordé un aussi vif intérêt à l'environnement. Les résumés des séances des groupes de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat faits par les décideurs, les photos de la calotte glaciaire arctique en train de fondre et les changements du climat quotidien facilement reconnaissables dans la plupart des pays ont porté les questions écologiques au premier plan des préoccupations du public. Au Canada, les spécialistes des sondages annoncent que l'environnement est devenu l'objet de toutes les pensées. Du jamais vu, non?

Et bien, pas tout à fait. Cet Institut a ouvert ses portes en 1990, dernière fois où l'environnement monopolisait les manchettes. L'intérêt constant des médias qui a suivi la publication du Rapport Brundtland, la catastrophe de l'Exxon Valdez et le Sommet de la Terre à Rio en 1992 ont généré une sorte de « lassitude écologique » qui s'est traduite par le fait que les questions écologiques ont été reléguées dans les journaux spécialisés pendant une dizaine d'années.

À mon avis, cette fois-ci la sensibilisation est différente. Elle a un caractère d'urgence accrue et est plus liée, dans l'esprit du public, aux autres préoccupations majeures de notre époque que sont le terrorisme, la persistance d'une misère noire dans une majeure partie du monde et le sentiment que ce qui se passe dans un coin du monde affecte l'ensemble de la planète. Quoi qu'il en soit, nous sommes face à un degré de vide politique sans précédent dans lequel nous pouvons élaborer des solutions qui facilitent des formes de développement plus durables.

L'IIDD est bien équipé pour combler une partie de ce vide. Nous savons que faire face aux changements climatiques ne se limite pas à les réduire. Il faut trouver de nouvelles approches du développement qui aident les pays à éradiquer la pauvreté tout en développant la résilience nécessaire à l'adaptation face aux changements que nous constatons déjà. Nous savons que certaines politiques commerciales et d'investissement ont plus de chances de promouvoir des formes de développement plus durables. Nous savons que nos échecs face à l'internalisation des coûts et le fait que nous soyons prêts à subventionner maintes formes de développement non durable créent une distorsion du marché et aggravent le problème. Les programmes décrits dans le présent rapport offrent des solutions pratiques à ces dilemmes.

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



Bon nombre de ces problèmes sont d'envergure mondiale et devront être traités au moyen de mécanismes mondiaux beaucoup plus efficaces que ceux dont nous disposons. Les membres de notre équipe des Services d'information continuent à rendre les négociations internationales sur les questions environnementales plus transparentes et légitimes. Nous nous préparons maintenant à

faire des recommandations sur la réforme de la gestion internationale de l'environnement. Notre programme de Communication des connaissances cherche de nouveaux moyens de mobiliser les communications sur l'Internet pour soutenir le développement durable et pour lancer un appel aux jeunes du Canada animés d'un ardent désir de participer au règlement de ces questions.

Les prairies nord-américaines deviendront de plus en plus vulnérables face au changement, devant subir des températures plus élevées et une pénurie d'eau. La préservation de ces régions qui fournissent des biens et services

écologiques essentiels est devenue une principale priorité de politique publique et nous avons de nouveaux moyens novateurs pour régler ces problèmes.

Enfin, nous disposons de moyens pour mesurer les progrès vers des formes de développement plus durables, que ce soit à l'échelle communautaire à Winnipeg, en collaboration avec les Autochtones ou à l'échelle mondiale. Nous avons toujours eu des idées. Nous avons maintenant un public plus ouvert. Le défi est clair.

David Runnalls
Président-directeur général

« AU CANADA, LES SPÉCIALISTES DES SONDAGES ANNONCENT QUE L'ENVIRONNEMENT EST DEvenu L'OBJET DE TOUTES LES PENSÉES. DU JAMAIS VU, NON? »

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IIID 2006-2007



Daniel Gagnier
Président (Canada)



David Runnalls
Président-directeur général
(Canada)



Stephanie Cairns
(Canada)



James Carr
(Canada)



Angela Cropper
(Trinité-et-Tobago)



John Forgách
(Brésil)



Christian Friis Bach
(Danemark)



Roger Gibbins
(Canada)



Chuck Hantho
(Canada)



Nicolas Imboden
(Suisse)



Huguette Labelle
(Canada)



Laxanachantorn
Laohaphan
(Thaïlande)



Charles Loewen
(Canada)



Måns Lönnroth
(Suède)



Claude Martin
(Suisse)



Gordon McBean
(Canada)



Mark Moody-Stuart
(Royaume-Uni)



Khawar Mumtaz
(Pakistan)



Robert Page
(Canada)



Jane McDonald
(Canada)



Mohamed Sahnoun
(Algérie)



The Rt. Hon.
Edward R. Schreyer
(Canada)



Mary Simon
(Canada)



Tensie Whelan
(États-Unis)



Milton Wong
(Canada)

MEMBRES DISTINGUÉS
Arthur J. Hanson
Jim MacNeill, Président du
Conseil émérite
Maurice Strong

**PRÉSIDENT FONDATEUR
DU CONSEIL**
Lloyd McGinnis

AMIS DE L'INSTITUT
Gro Harlem Brundtland
José Goldemberg
Sir Shridath Ramphal

CONSEILLERS DE L'EXTÉRIEUR

Norm Brandon, Sous-ministre,
Gestion de l'eau, province du Manitoba
(Mandat terminé en décembre 2006)

Paul Vogt, Greffier du Conseil exécutif,
province du Manitoba

Samy H. Watson, Sous-ministre,
Environnement Canada (Mandat terminé en mai 2006)

Maureen O'Neil, Présidente, Centre de
recherche pour le développement international

Robert Greenhill, Président, Agence
canadienne de développement international

Michael Horgan, Sous-ministre,
Environnement Canada

Jane Gray, Directrice exécutive,
Direction générale des initiatives
sur les changements climatiques et
la Stratégie verte, ministère des
Sciences, de la Technologie,
de l'Énergie et des Mines du Manitoba

PERSONNEL

Javed Ahmad
Maja Andjelkovic
Rod Araneda
Stephan Barg
Lori Beattie
Oli Brown
Carolee Buckler
Fernando Cabrera
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Diane Conolly
Alec Crawford
Heather Creech
Marianne DePape
Noëlle DePape
John Drexhage
Lael Dyck
Cindy Filliettaz
Andrea Fogg
Sean Fogg
Nancy Folliott
Michelle French
Janice Gair
Bill Glanville
Langston James Goree VI
"Kimo"
Karen Goulding
Isabelle Gowry
Richard Grosshans
Rozanne Haddad
Mark Halle
Anne Hammill
Jennifer Hirschfeld
Donna Huffam
Mary Jessen
Robert Jones
Jason Macki
Jason Manaigre
Kristen Manaigre
Clarita Martinet Fay
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Michelle McLaren

Christina Moffat
Catherine Muir
Rachael Muller
Noria Neuhart
Jo-Ellen Parry
Jacqueline Pilon
László Pintér
Marcela Rojo
Dale Rothman
Dimple Roy
Marlene Roy
David Runnalls
Ian Seymour
Juan Simón
Stuart Slayen
Chris Spence
Adam Stetski
Darren Swanson
Henry Venema
Tim Verry
Damon Vis-Dunbar
Vivek Voora
Shannon Wentz
Carissa Wieler
Courtney Wiles
Michelle Wowchuk
Wanhua Yang

ASSOCIÉS

Sabine Alkire
Allan Amey
Mark Anielski
Graham Ashford
Sue Barkman
Jane Barr
Warren Bell
Asmita Bhardwaj
David Boyer
Pamela Chasek
Aaron Cosbey
Peter Dickey
Frédéric Gagnon-Lebrun
Tony Hodge
Donald MacLean

Mahnaz Malik
Howard Mann
Robert McLeman
Alanna Mitchell
Deborah Murphy
Norman Myers
Adil Najam
David Noble
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jim Perry
Jason Potts
Sara Rose-Carswell
Tom Rotherham
Emma Lisa Schipper
Sabrina Shaw
Ronald Steenblik
Neal Thomas
Ian Thomson
Dennis Tirpak
Jan Trumble Waddell
Stephen Tyler
Simon Upton
John Van Ham
Terri Willard

PERSONNEL DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD

Pam Chasek
Langston James Goree VI
"Kimo"
Diego Noguera
Joseph Nyangon
Marcela Rojo
Richard Sherman
Chris Spence
Courtney Wiles

EXPERTS-CONSEILS DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD

Soledad Aguilar
Karen Alvarenga

Asheline Appleton
Melanie Ashton
Andrew Baldwin
Ingrid Barnsley
Nienke Beintema
Asmita Bhardwaj
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Emily Boyd
Robynne Boyd
Andrew Brooke
Suzanne Carter
Xenya Cherny
Alexandra Conliffe
Deborah Davenport
Richard de Ferranti
Rado Dimitrov
Peter Doran
Socorro Estrada
Angeles Estrada Vigil
Lauren Flejzor
Bo-Alex Fredvik
Renata Foltran
Derick Gabone
Mongi Gadhoun
Anders Goncalves da Silva
Leonie Gordon
María Gutiérrez
Reem Hajjar
Sikina Jinnah
Twig Johnson
Harry Jonas
Stefan Jungcurt
Tallash Kantai
Kuhasantisuk Khemaros
Pia Kohler
Kati Kulovesi
Maria Larsson Ortino
Kate Louw
Jonathan Manley
William McPherson
Leila Mead
Amber Moreen
Elisa Morgera
Miquel Muñoz Cabré
Atieno Ndomo

Laurel A.Neme
Olivia Pasini
Lavanya Rajamani
Renata Rubian
Nicole Schabus
Lisa Schipper
Sabrina Shaw Cannabrava
Sarah Stewart Johnson
Julie Taylor
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Cecilia Vaverka
Andrey Vavilov
Lynn Wagner
Hugh Wilkins
Nancy Joan Williams
Peter John Wood
Kunbao Xia
Sarantuyaa Zandaryaa

MEMBRES HONORAIRES SENIOR

Keith Bezanson
Peter Hardi
Richard Matthew
Robert Slater
Ola Ullsten

STAGIAIRES

Jennifer Allan
Sadia Azmat
Nurit Bodemann-Ostow
Carrie Breneman
Fernando Cabrera
David Currie
Sean Doherty
Antonia Gawel
Ashley Good
Angeline Gough
Colleen Henry
Kimberley Kenney
Isabelle Lemaire
Tanya Lloyd
Ann Lockhart
Heather Main

Liz McDowell
Véronique McKinnon
Miranda Morgan
Jon Paczkowski
Sarah Rennie
Beatrice Riche
Typhanie Sanchez
Yulia Strange
Alexander Stubbing
Gweneth Thirlwell
Charles Thrift
Lucille Villasenor-Caron
Katherine Walraven

L'ÉQUIPE DE L'IIDD

L'équipe de l'IIDD est un groupe en pleine croissance composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IIDD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseil et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD en 2006-2007.

Vingt ans après la publication du Rapport de la Commission Brundtland sur le développement durable, l'IIDD a rencontré ses deux commissaires canadiens, Maurice Strong et Jim MacNeill, pour réfléchir sur son legs.

Le Rapport intitulé *Notre avenir à tous* et rédigé par M. MacNeill, introduisait pour la première fois le concept de « développement durable », expression qui fait maintenant partie du vocabulaire courant de l'humanité.

Cependant, il s'agissait de bien plus que d'une simple expression. Le développement durable a été considéré comme une façon totalement nouvelle d'envisager la relation entre l'humanité et les autres créatures.

Avant les travaux de la Commission Brundtland, s'occuper de l'environnement était généralement synonyme de tenter de réparer les dégâts.

Après les travaux de la Commission Brundtland, il s'agissait de reconnaître que l'économie est fondée sur un environnement sain et que, si on les gère correctement, l'environnement et l'économie peuvent se soutenir mutuellement.

Le Rapport, qui a également présenté au monde le danger naissant des changements climatiques, a directement débouché sur le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, suivi du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002 et a jeté les bases d'une multitude d'accords internationaux et de politiques nationales.

Par Alanna Mitchell

REGARD SUR LE PASSÉ, REGARD SUR L'AVENIR

20 ANS SE SONT ÉCOULÉS DEPUIS BRUNDTLAND. QU'EST-CE QUI A CHANGÉ?

[ARTICLE DE FOND DE L'IIDD]

Jim MacNeill se souvient encore de la dernière réunion de la Commission Brundtland qui a duré toute la nuit. En sa qualité de secrétaire général de la Commission, il devait être le principal auteur du Rapport et aider les 23 membres de la Commission Brundtland à se mettre d'accord sur le Rapport final.

La tâche était ardue. Les commissaires venaient du monde entier et appartenaient à l'industrie, au monde universitaire et au monde de la politique. Leurs antécédents différaient énormément, ils étaient imprégnés comme le dit M. MacNeill « par les fleuves de désinformation et de paranoïa circulant dans le monde de la Guerre froide des années 1980. »

En février 1987, au cours de cette dernière nuit, après 900 jours de consultations avec des experts et le public sur cinq continents, les discussions se sont prolongées toute la nuit pendant une séance qu'il qualifie de « dramatique ».

Les points de désaccord étaient explosifs et insolubles : population et énergie nucléaire.

Les enjeux étaient serrés.

Au cours des 900 jours de consultations de la Commission, les catastrophes environnementales avaient abondé, laissant les citoyens un peu partout dans le monde étreints par l'anxiété. La famine en Éthiopie, au Sahel et dans d'autres régions de l'Afrique, la catastrophe chimique meurtrière de Bhopal et des fuites de produits chimiques à Mexico et sur le Rhin, les forêts européennes en train de rendre l'âme, la croissance constante du trou de l'ozone, des conclusions scientifiques sur les changements climatiques et la catastrophe nucléaire de Tchernobyl avaient toutes laissé des marques.

Le Rapport devait plaire et les Commissaires devaient éviter une division le long des « lignes de faille de la Guerre froide » : l'Est contre l'Ouest, le Nord contre le Sud, l'économie planifiée contre le marché libre, afin de veiller à ce que le Rapport puisse délivrer son message, dit-il.

Les gouvernements du monde entier parlent maintenant du développement durable, c'est devenu la langue de la rhétorique politique. Le Rapport a conduit directement à la création d'instituts, dont l'IIDD, ainsi que de conférences et de programmes universitaires sur le développement durable. Il a donné une impulsion nouvelle à la société civile et à une bonne partie de l'industrie avec un nouveau concept audacieux.

À quoi a-t-il également mené? Les choses ont-elles réellement changé en 20 ans? Le monde a-t-il tenu la grande promesse révélée par le Rapport de la Commission Brundtland?

« LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST UN DÉVELOPPEMENT QUI RÉPOND AUX BESOINS DU PRÉSENT SANS COMPROMETTRE LA CAPACITÉ DES GÉNÉRATIONS FUTURES DE RÉPONDRE AUX LEURS. »

Définition tirée de *Notre avenir à tous*, le Rapport de la Commission Brundtland (anciennement connue sous le nom de Commission mondiale sur l'environnement et le développement), avril 1987.



Les commissaires de 1987, Jim MacNeill, Gro Harlem Brundtland et Volker Hauff lors d'une récente réunion.

En fin de compte, ils y réussirent.

Selon M. MacNeill, « La sensibilisation environnementale était en plein essor. Nous en avons profité. Les gens se cherchaient une nouvelle direction. »

Le Rapport a été publié en grande pompe cet avril-là et a eu un effet beaucoup plus profond sur les citoyens, l'industrie et les gouvernements que ne l'avaient prévu les commissaires, se souvient M. MacNeill.

« Il était hallucinant et a changé les mentalités » dit-il, soulignant les changements qui ont eu lieu dans les salles de réunion, les institutions scientifiques, les organisations non gouvernementales, les programmes de recherche universitaires et les politiques gouvernementales. Le Rapport continue à fonder la façon de penser de la plus grande partie de la société civile.

« Il a incité les dirigeants des sociétés à se démarquer de la position de l'industrie en général et à appliquer les principes qu'il énonçait » dit-il. « Ces dirigeants qui ont imposé le concept de développement durable, non seulement se sont rendu compte qu'il était rentable, mais qu'il les poussait à innover. »

Mais en réalité, qu'à accompli le Rapport? Il s'agit là d'une question bien plus épineuse, répond Maurice Strong.

Le Rapport était un « élément très important à une époque charnière » dit-il. Cependant, aucune mesure concrète n'en a découlé.

« Cela ne tenait pas tant au Rapport lui-même qu'à l'absence d'écoute de son message. » déclare M. Strong. « Nous avons manqué un grand nombre d'occasions. »

Il se dit encouragé par le degré d'engagement envers le développement durable constaté en Europe, « mais ils ne font toujours pas ce qu'ils devraient faire. »

Cependant, dit-il, les problèmes les plus importants ont été les États-Unis et le Canada.

« Le Canada, je n'aime pas le reconnaître, est l'un des pires en ce qui concerne ses émissions de gaz à effets de serre et sa réponse à ces émissions. »

C'est une amère déception étant donné la prééminence du rôle du Canada dans les travaux de la Commission Brundtland et la rédaction de son Rapport. Deux des 23 membres de la Commission étaient des Canadiens. L'un d'eux, Maurice Strong, a continué sur sa lancée en organisant et en dirigeant le Sommet de la Terre qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992.

« Aujourd'hui, le Canada est discrédité » dit M. Strong. « Je dirais que le Canada a régressé du rang de leader à celui de trainard. »

Jim MacNeill continue sans mâcher ses mots :

« Le Canada après avoir été une déception de taille à partir de 1993 est devenu un sujet d'embarras international. Je me rends à de nombreuses réunions internationales et je suis bien embarrassé lorsqu'on me pose des questions à propos de la politique du Canada (en matière de changements climatiques). »

Océans en détresse : malgré quelques développements positifs, il est difficile de demeurer optimiste lorsque la température des océans augmente et que leurs eaux deviennent plus acides.

Et au cours des 20 ans qui se sont écoulés depuis la publication du Rapport, l'intensité et la rapidité des dommages infligés à l'environnement n'ont fait que croître. Les concentrations de carbone dans l'atmosphère ont atteint des niveaux assez élevés pour accroître la température de la surface de la planète de tout un degré Celsius. Dans l'Arctique, l'augmentation moyenne est de quatre degrés. Des anomalies climatiques jusque là constatées tous les cents ans deviennent chose commune.

Les plantes et les animaux s'éloignent déjà de l'équateur, vers le Nord ou le Sud, à la recherche de conditions de vie adéquates. Nombreuses sont les espèces menacées d'extinction.

L'effet de serre fait également augmenter la température et le volume des océans et rend leurs eaux plus acides.

Parallèlement, le produit mondial brut a presque doublé. La Chine, l'Inde, le Brésil et autres pays en développement croissent plus rapidement que les nations ne l'ont jamais fait, dit M. MacNeill.

La nécessité que le développement soit durable est plus pressante que jamais. En d'autres termes, le monde a exactement les mêmes besoins qu'il y a 20 ans, au moment de la publication du Rapport de la Commission Brundtland, sauf qu'aujourd'hui, le besoin est plus urgent.

M. Strong, dont l'optimisme est légendaire, se débat pour trouver une lueur d'espoir.

« Du point de vue analytique, il est difficile d'échapper à une certaine dose de pessimisme, » dit-il « mais du point de vue opérationnel, je suis optimiste. »

Il fait remarquer des tendances sociales encourageantes du côté de la santé publique. On considérait les gens comme des excentriques s'ils lisaient les étiquettes des produits dans les épiceries, dit-il. Aujourd'hui, il est considéré comme irresponsable de ne pas le faire. Fumer, activité de rigueur il fut un temps, est maintenant interdit dans maints lieux publics et les fumeurs sont devenus des parias.

« Cela montre bien que les attitudes du public peuvent changer » dit-il.

M. MacNeill déclare investir ses espoirs dans les avancées réalisées par la société civile, le monde des affaires. Par contre, en ce qui concerne le gouvernement, c'est une autre paire de manches, hormis plusieurs exceptions admirables dont les pays scandinaves.

Il existe d'autres raisons d'être optimiste. En mai 2007, Gro Harlem Brundtland, ex-Premier Ministre de la Norvège et présidente de la Commission qui porte son nom, a été nommée l'un des trois Envoyés spéciaux des Nations Unies pour les changements climatiques. Cela indique à quel point le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, prend la question au sérieux.

M^{me} Brundtland a fait remarquer dans une récente allocution que les doutes quant aux possibles effets néfastes des changements climatiques avaient été dissipés au cours des 20 ans suivant la publication de son Rapport. Cela révèle une avance considérable dans les façons de penser.

« Il est irresponsable, téméraire et profondément amoral de remettre en question la gravité de la situation, » a-t-elle dit. « Il n'est plus temps de diagnostiquer. Il est temps d'agir. »

Elle a souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter l'utilisation de l'énergie renouvelable, d'améliorer les pratiques forestières et agricoles ainsi que d'établir un marché du carbone réellement mondial comme des étapes essentielles.

« Aujourd'hui, je pense que nous sommes à la veille d'une nouvelle économie verte » a-t-elle dit. « Une économie faible en carbone peut débarrasser le monde de la pauvreté et sauver le climat. Cela ne tient qu'à nous. Et nous pouvons le faire. »

M. Strong est d'accord. Il déclare qu'il est « manifestement » possible de réaliser un changement positif.

« La question est celle-ci : 'Allons-nous le faire?' » dit-il. « C'est une question d'une importance extrême. »

Alanna Mitchell est journaliste, auteure et associée de l'IIDD. Elle travaille en ce moment à un ouvrage sur les problèmes écologiques des océans du monde.

« CES DIRIGEANT QUI ONT IMPOSÉ LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, NON SEULEMENT SE SONT RENDU COMPTE QU'IL ÉTAIT RENTABLE, MAIS QU'IL LES POUSSAIT À INNOVER. »

Quelle allure aura le régime climatique international après 2012 lorsque la première période d'engagement du Protocole de Kyoto prendra fin? Personne ne le sait vraiment. Ce que nous savons c'est que les progrès sont très lents, sans doute en raison du fait que nous portons une attention disproportionnée à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions.

La réduction des émissions de gaz à effets de serre n'est que l'une des clés de la solution des changements climatiques, écrit John Drexhage.

Par John Drexhage

COMMENT CRÉER UN RÉGIME CLIMATIQUE DURABLE

FIXER DES OBJECTIFS NE SUFFIT PAS

ministres de l'environnement pour réduire les émissions dans des secteurs sur lesquels ils n'ont que peu d'influence, nous risquons réellement de ne pas réussir à établir un régime climatique mondial efficace.

Les principales réalisations de Kyoto n'étaient pas tant dans le domaine des objectifs; nous savons tous, qu'en fait, les objectifs établis ne sont pas exempts de problèmes. Des pays développés importants ont décidé de ne pas suivre le mouvement principalement en raison de la décision, prise environ deux ans avant Kyoto, d'exclure tous les pays en développement de tout régime d'engagements de la sorte. Certains objectifs étaient beaucoup trop indulgents, permettant à la question très mal comprise de « l'air chaud russe » de faire sa monstrueuse apparition. Ce sont les manœuvres politiques au sein du G8, et non des travaux crédibles de modélisation économique, qui ont servi de fondement à l'établissement des objectifs de réduction des émissions des pays.

Les véritables accomplissements de Kyoto étaient triples. D'abord, il a suscité la prise de mesures au niveau national et régional *sans égard à la question de savoir si les pays avaient réellement des engagements de réduction en vertu du Protocole de Kyoto*. Ensuite, il a créé un marché mondial du carbone qui, bon an mal an, continuera et renforcera son profil dans l'économie mondiale (et a déjà retenu l'attention de conseils d'administration d'entreprises dans le monde entier, particulièrement dans le milieu des investissements). Enfin, il a établi des institutions et règles multilatérales essentielles autour des maints aspects complexes des changements climatiques, y compris les registres destinés à comptabiliser les émissions de gaz à effets de serre, le contrôle, la déclaration et la validation des compensations internationales et les développements concernant le statut et la force juridiques du Protocole.

Cependant, tous pensent aux objectifs, il serait donc probablement trop optimiste de décrire les progrès actuels concernant un régime de l'après-2012 comme gelés. Non pas qu'il ne faille pas examiner les objectifs d'une façon ou d'une autre. Bien sûr qu'il faut s'en préoccuper! Cependant, il semble que l'obsession à leur endroit affecte d'autres domaines tout aussi essentiels pour trouver une réponse future fructueuse et efficace à la question du réchauffement de la planète. Comme le confirment les rapports scientifiques quasi hebdomadaires sur les incidences des changements climatiques, il est manifeste qu'un solide programme d'action sur l'adaptation, en particulier pour les pays les moins avancés, s'impose.



« J'AI EU L'INSIGNE PRIVILÈGE DE VISITER LE MOZAMBIQUE EN AVRIL ET JE N'OUBLIERAI JAMAIS LE SENTIMENT QUI M'A ENVAHI DE VISITER UN PAYS AU SEUIL DU DÉFERLEMENT, PRÉSENT ET IMMINENT, DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. »

J'ai eu l'insigne privilège de visiter le Mozambique en avril et je n'oublierai jamais le sentiment qui m'a envahi de visiter un pays au seuil du déferlement, présent et imminent, des changements climatiques. La région du Nord du Mozambique est touchée par les sécheresses alors que ses provinces du Sud font face à la montée du niveau des océans et à la salinisation. Ce pays essuie également un nombre croissant de cyclones chaque année et doit combattre de plus en plus de feux de brousse, et cela avec un revenu national brut par personne à peine supérieur à 300USD. Ils ont fait quelques progrès : un récent programme de prévisions avancées des cyclones (élaboré avec des fonds de l'USAID) a aidé quelque 400 000 personnes à se préparer au pire, évitant un grand nombre de victimes par rapport au passé. Toutefois, c'est loin de suffire, non seulement pour le Mozambique, mais pour toutes les collectivités vulnérables. Malgré cette urgente nécessité actuelle d'aider les victimes, l'adaptation continue à être reléguée au second plan au profit de la question « urgente » de la lutte permanente entre défenseurs de l'environnement et grandes industries.

Je ne suggère pas des accords ou négociations distincts sur l'adaptation. Ce que je suggère, c'est l'élaboration et le déploiement immédiats d'outils pour aider les membres de la communauté du développement à s'assurer que ses priorités ne seront pas compromises par le spectre des importantes répercussions climatiques. Cela veut dire qu'il faut susciter un dialogue solide et sensé avec cette communauté indiquant les raisons pour lesquelles les changements climatiques peuvent réellement affecter ses investissements actuels, et l'aider à trouver des solutions pour s'y préparer. L'IIDD est un leader reconnu dans ce domaine, particulièrement pour la promotion de l'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans le développement et pour l'élaboration d'outils propres à cet objectif particulier.

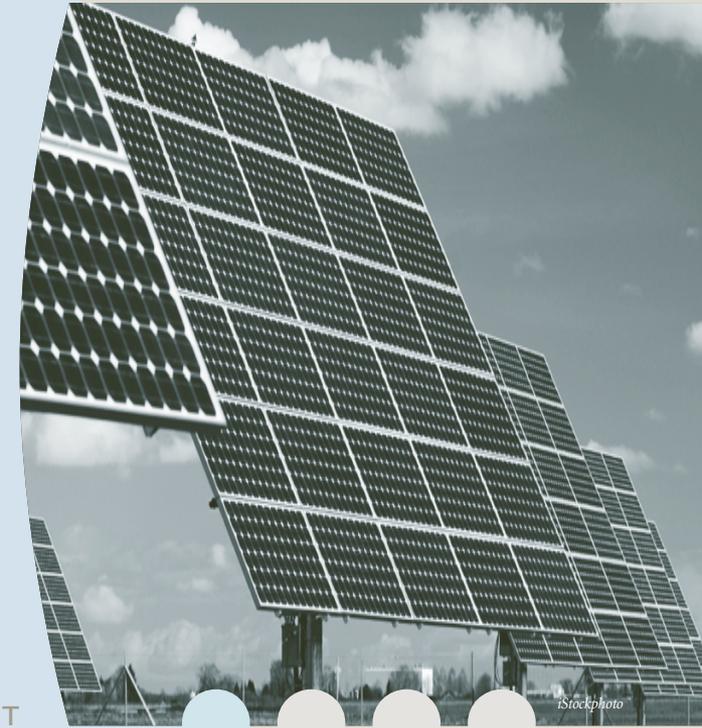
Le transfert de technologies est un autre problème qui ne reçoit pratiquement aucune attention et dont le règlement est pourtant essentiel si nous voulons avoir une chance de rallier une plus vaste communauté de nations autour de la question des engagements envers l'atténuation. Il est manifeste que les pays de l'OCDE ont une obligation d'aider les pays en développement à atteindre leurs priorités de développement de façon aussi durable que possible. Il est tout aussi manifeste que les principaux pays en développement qui devront réaliser de réelles réductions seront bientôt les nouveaux concurrents des pays de l'Ouest sur le marché mondial. Pour ajouter à la complexité de la situation, ces technologies ne sont généralement pas la propriété des gouvernements. Alors, comment mettre en œuvre ces technologies respectueuses de l'environnement dans les pays en développement aussi efficacement et équitablement que possible? Franchement, personne ne s'est même approché d'une réponse satisfaisante.

Certes les problèmes sont complexes, mais c'est partiellement en raison du fait que personne ne se préoccupe véritablement du transfert de technologies, le laissant à la lisière des pourparlers. En fin de compte, Kyoto et ses ramifications doivent importer en raison des messages qu'ils comportent pour l'investissement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. L'IIDD commence juste à se pencher sur cette question mais est impatient de contribuer largement à un avenir propre qui réponde également aux besoins de développement énergétique des plus de deux milliards de personnes qui, aujourd'hui, demeurent privées de ces services.

L'adaptation et le transfert de technologies, il est temps que nous nous préoccupions autant de ces composantes essentielles des changements climatiques que des objectifs d'atténuation. Et cela ne signifie pas seulement que nous devons les reconnaître lors des négociations, cela signifie que nous devons mobiliser les ressources nécessaires (fonds, outils et capacité) pour les mettre en œuvre concrètement. Nous devons à l'environnement et aux communautés vulnérables de trouver ces ressources et de les utiliser. C'est certes placer la barre bien haut mais c'est ce qui rend l'obsession actuelle à propos des objectifs encore plus inutile.

John Drexhage est le directeur du programme Changements climatiques et énergie de l'IIDD.

Le transfert de technologie est une composante essentielle de la réponse aux changements climatiques, fait remarquer John Drexhage.



« CERTES LES PROBLÈMES SONT COMPLEXES, MAIS C'EST PARTIELLEMENT EN RAISON DU FAIT QUE PERSONNE NE SE PRÉOCCUPE VÉRITABLEMENT DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES, LE LAISSANT À LA LISIÈRE DES POURPARLERS. »

Au cours de l'histoire humaine, aucune autre économie ne s'est sans doute développée aussi rapidement que ne l'a fait celle de la Chine au fil des récentes années. Cependant, l'essor entraîne des défis. Que signifie l'économie en expansion de la Chine pour le développement durable? Que peut-on faire?

La Chine possède, de loin, l'économie qui vit l'essor le plus rapide du monde, peut-être même le plus rapide de l'histoire humaine. Son produit national brut (PNB) a augmenté de 11,1 % pendant le premier trimestre de 2007, soit 0,7 % de plus que pour l'ensemble de 2006.¹ La croissance et l'urbanisation rapide continueront au moins jusqu'en 2020, moment auquel la Chine prévoit d'avoir quadruplé son PNB par rapport à 2000.

Les problèmes environnementaux de la Chine sont également parmi les plus graves du monde. Quatre-vingt-dix pourcent des réserves d'eau urbaine souterraines et 70 % des rivières et des lacs sont contaminés, 16 des 20 villes les plus polluées du monde se trouvent en Chine, environ 200 villes chinoises ne répondent pas aux normes de l'Organisation mondiale de la santé concernant les poussières en suspension dans l'air et plus de 30 % des terres cultivées de la Chine souffrent d'acidification.² Les émissions de dioxyde de soufre (SO₂) causent une perte annuelle du produit national brut de 12 %, chiffre environ égal à l'extraordinaire croissance annuelle de ce pays.³

L'essor rapide a créé des liens écologiques complexes avec le reste du monde. Certains problèmes environnementaux qui ont pris naissance en Chine s'étendent déjà hors de ses frontières. Ainsi, la

Une rivière polluée dans la ville de Humen, Sud de la Chine : la Chine est le « plus grand atelier » du monde, écrit Wanhua Yang.



iStockphoto

« LA CROISSANCE ET L'URBANISATION RAPIDE CONTINUERONT AU MOINS JUSQU'EN 2020, MOMENT AUQUEL LA CHINE PRÉVOIT D'AVOIR QUADRUPLÉ SON PNB PAR RAPPORT À 2000. »

Par Wanhua Yang

UNE CHINE DURABLE? RÉPONDRE AUX DÉFIS D'UN ESSOR RAPIDE

pollution atmosphérique et la poussière produites par l'industrie chinoise se retrouvent dans des pays voisins tels que la Corée et le Japon. Le cours supérieur de plusieurs fleuves internationaux dont le Yangsi jiang, le fleuve Jaune, le Mékong et le Brahmapoutre se trouve en Chine. On construit des barrages sur certains de ces fleuves ou on altère leur cours. En outre, les changements climatiques menacent les glaciers qui les alimentent.

La Chine est le plus grand atelier du monde, produisant 30 % des télévisions, 30 % des meubles, 50 % des appareils photo et 70 % des photocopieuses du monde.⁴ Tout en fournissant des produits bon marché à de nombreux pays, la Chine absorbe la pollution et subit les coûts sanitaires connexes. Sa quête de ressources naturelles au moyen de l'investissement et de l'acquisition mondiales a conduit à une rapide augmentation des prix des produits de base et des inquiétudes internationales quant à la voracité de la Chine à l'égard des ressources naturelles et à ses répercussions croissantes sur l'environnement mondial. Parallèlement, elle est devenue le plus grand dépotier qui soit pour les déchets mondiaux, y compris pour les papiers et composantes électroniques.

La Chine est actuellement le second producteur mondial d'émissions de gaz à effets de serre après les États-Unis. L'Agence internationale de l'énergie a récemment déclaré que la Chine dépassera peut-être les États-Unis dans ce domaine dès la fin 2007 et certainement d'ici 2008.⁵ Entre temps, elle sera frappée particulièrement durement par les changements climatiques : des sécheresses plus prolongées dans le Nord conduiront à une production agricole moindre, des pluies plus abondantes dans le Sud se traduiront par des inondations plus fréquentes et des pertes économiques importantes et, enfin, l'augmentation du niveau des océans touchera les villes riches de la côte Est.

« LA CHINE EST LE PLUS GRAND ATELIER DU MONDE, PRODUISANT 30 % DES TÉLÉVISIONS, 30 % DES MEUBLES, 50 % DES APPAREILS PHOTO ET 70 % DES PHOTOCOPIEUSES DU MONDE. »

Les dirigeants chinois ont reconnus les importants défis développementaux et environnementaux et y ont répondu. En 2004, le gouvernement chinois a proposé une nouvelle approche du développement scientifique visant à réaliser « cinq équilibres » entre les cinq développements suivants : rural et urbain, intérieur et côtier, social et économique, de la nature et des gens, et enfin national et international. Le plan macroéconomique de la Chine pour 2006-2010 (le 11^e plan quinquennal) est le premier à mettre un accent accru sur l'innovation pour atteindre les objectifs de développement durable, y compris de stricts objectifs pour l'efficacité énergétique et la réduction de la pollution et pour devenir une « société harmonieuse, écologique et économe en ressources. » Le gouvernement prévoit également de dépenser plus de 240 milliards de dollars américains au titre de l'environnement au cours de la période 2006-2010. Diverses nouvelles approches sont également en cours d'expérimentation, y compris l'« économie circulaire », le « PNB vert » et les indicateurs de mesure du rendement environnemental des fonctionnaires supérieurs et locaux. Tout récemment, le Premier ministre Wen Jiabao a souligné que « l'économie [de la Chine] pourrait difficilement être durable sans adaptation de sa structure économique, transformation du mode de croissance (extensive) et réduction de sa consommation d'énergie. Nous n'avons plus le choix, nous devons nous développer de façon économe, propre et sûre. »⁴ Le récent Livre blanc sur la protection de l'environnement de la Chine a également réitéré l'engagement international de ce pays à ratifier et à mettre en œuvre ses obligations environnementales internationales. Tous ces éléments sont importants car ils indiquent que la Chine possède le potentiel pour faire partie de sa propre solution et contribuer à la durabilité mondiale. Cependant, la combinaison d'une immense population, de ressources limitées (avec seulement 7 % des terres arables pour nourrir près de 20 % de la population du monde) et d'un secteur industriel inefficace et consommant une grande quantité d'énergie rend la mise en œuvre des désirs politiques susmentionnés extrêmement difficile. La Chine a déjà un

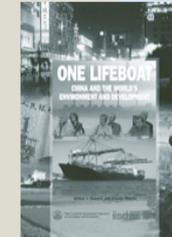
ensemble complet de lois et politiques environnementales mais ne dispose ni de la capacité de contrôler et de rendre compte précisément de ses progrès, ni de celle de réaliser des travaux novateurs connexes aux changements institutionnels, à la gestion et à l'exécution des politiques. La participation du secteur financier et du secteur privé aux questions environnementales est encore très limitée. La pensée intégrative nécessaire au développement durable n'est pas encore assez courante.

L'IIDD collabore avec la Chine par l'entremise du Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement et du ministère du Commerce depuis de nombreuses années. Nous envisageons maintenant d'étendre notre travail en Chine. L'IIDD a plusieurs forces pouvant être mises à profit dans le cadre de futurs efforts de collaboration dans le pays. Comme le fait remarquer David Runnalls, le Président de l'IIDD, le fait que l'Institut axe ses efforts sur l'innovation correspond aux efforts déployés par la Chine pour améliorer le rendement institutionnel et de gestion en fonction de « l'approche de développement scientifique. » Les connaissances et l'expérience de l'IIDD dans le domaine des accords multilatéraux sur l'environnement et des accords commerciaux et d'investissement sont ce dont la Chine a besoin pour soutenir sa prise de décision à l'échelle nationale. Les travaux de l'Institut sur la réforme fiscale ainsi que sur la mesure et les indicateurs du rendement, qui sont essentiels à la création d'approches intégratives pour le développement durable, correspondent également aux intérêts de la Chine.

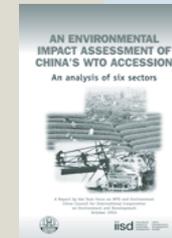
En tant qu'intervenant important dans le commerce mondial et les questions environnementales planétaires, la Chine est devenue un élément essentiel des efforts mondiaux pour atteindre le développement durable. Non seulement elle a besoin de technologies, d'investissements et de connaissances pour aider à atténuer les conséquences environnementales de son rapide essor, mais elle a également besoin de la compréhension internationale ainsi que d'une participation et d'une coopération constructives pour promouvoir le développement durable tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Wanhua Yang est gestionnaire principale de programme de l'IIDD, Chine.

Pour en savoir plus sur la Chine, lire les publications suivantes de l'IIDD :



One Lifeboat: China and The World's Environment and Development
Arthur J. Hanson et Claude Martin (2006)
http://www.iisd.org/pdf/2006/China_one_lifeboat.pdf



An Environmental Impact Assessment of China's WTO Accession: An Analysis of Six Sectors (2004)
http://www.iisd.org/pdf/2004/cciced_env_impact_assessment.pdf



International Experience in Establishing Indicators for the Circular Economy and Considerations for China
László Pintér (2006)
http://www.iisd.org/pdf/2006/measure_circular_economy_China.pdf

Pour obtenir d'autres titres, consulter <http://www.iisd.org/publications> et inscrire « Chine » dans le moteur de recherche.

¹ Xinhua News Agency, le PNB croît de 11,1 % au cours du premier trimestre, 19 avril 2007.

² Worldwatch Institute, State of the World 2006: China and India, 2006, Washington, DC.

³ Orville Schell, « Clearing the air with China, » ChinaDialogue: China and the world discuss the environment, 25 avril 2007.

⁴ *The Economist*, 30 juillet 2005.

⁵ Economics Intelligence Unit, *The Economist*, « China economy: the dirty dragon? » 7 mai 2007, ViewsWire disponible à l'adresse suivante : http://www.viewswire.com/index.asp?layout=VWPrintVW3&article_id=1552161140

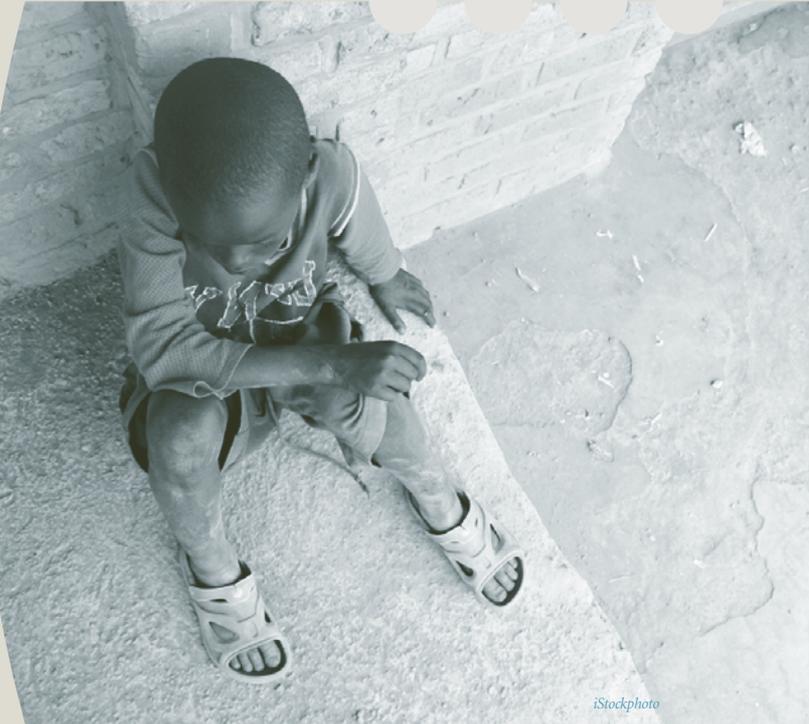
⁶ Xinhua, « Wen demande une réduction de la pollution » (dans une allocution lors de la téléconférence de travail nationale sur les économies d'énergie et la réduction des substances polluantes, fin avril), 17 mai 2007.

L'IIDD n'a plus de programme intitulé « Politiques économiques ». Nous n'en avons plus besoin : la promotion d'un développement économique sain et durable est une pierre angulaire de la plus grande partie de nos travaux.

Selon la conclusion la plus pénétrante du rapport de la Commission Brundtland publié il y a 20 ans, l'environnement et l'économie de la Terre sont si étroitement enchevêtrés que les politiques établies dans l'un des domaines qui font fi de l'autre sont vouées à l'échec.

Depuis des années, l'IIDD étudie et développe des outils qui intègrent l'environnement dans les politiques économiques et sociales communes. Nous avons étudié les dépenses qui, en fin de compte, nuisent à l'environnement et compromettent le bien-être humain. Nous produisons des outils pour aider les nouveaux marchés du carbone à mieux fonctionner. Nous effectuons un suivi de nos travaux novateurs sur l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire avec des recommandations visant la création de marchés des biens et services écosystémiques ainsi que la continuation des travaux sur les relations entre la pauvreté et l'environnement. Nous tentons également d'étudier les coûts de la réglementation dans certains secteurs. Enfin, nous continuons nos travaux sur la pauvreté et l'environnement. Tout cela sans continuer à exploiter un programme officiel axé précisément et exclusivement sur les « politiques économiques. »

L'IIDD continue à examiner les liens entre la pauvreté et l'environnement dans le monde en développement.



iStockphoto

Par David Runnalls

LA PORTÉE DE L'ÉCONOMIE

LES POLITIQUES ET PRINCIPES ÉCONOMIQUES SONT PRÉSENTS DANS TOUS LES PROGRAMMES DE L'IIDD

LES TRAVAUX SUR LES SUBVENTIONS S'ÉLARGISSENT ET RETIENNENT UNE ATTENTION INTERNATIONALE

Il est fréquent que, pour des raisons parfaitement légitimes, les gouvernements subventionnent des secteurs de l'économie pour préserver des emplois, promouvoir de nouvelles technologies ou même protéger des secteurs vulnérables. L'Initiative mondiale sur les subventions de l'IIDD, sous la tutelle du programme Commerce et investissement, a été choisie pour déterminer les subventions qui faussent les échanges et nuisent à l'environnement. Notre étude d'avant-garde sur l'industrie américaine des biocarburants est rapidement devenue la norme de référence sur le sujet et a été citée deux fois dans des rapports de l'hebdomadaire *The Economist*.

Nous examinons les possibilités de mécanismes fondés sur le marché pour compléter la réglementation environnementale. Quoi que l'on pense du Protocole de Kyoto, il a fait du carbone un produit de base qui peut être acheté et vendu tout comme n'importe quel autre produit de base. Certains États des États-Unis et le Canada ont suivi l'Union européenne et ont créé des régimes d'échange des émissions. Le mécanisme pour un développement « propre » (MDP) prévu par le Protocole s'est avéré un bien plus vaste succès que prévu. Le programme Changements climatiques et énergie de l'IIDD travaille à l'amélioration du fonctionnement du MDP, particulièrement pour veiller à ce que les projets de MDP réalisent la promotion du développement durable dans les pays hôtes.

« QUOI QUE L'ON PENSE DU PROTOCOLE DE KYOTO, IL A FAIT DU CARBONE UN PRODUIT DE BASE QUI PEUT ÊTRE ACHETÉ ET VENDU TOUT COMME N'IMPORTE QUEL AUTRE PRODUIT DE BASE. »

L'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire a soutenu que la priorité la plus importante pour la gestion intégrée de l'agroécosystème devait être l'établissement de mécanismes de « paiement pour les services écosystémiques » fondés sur les bassins hydrographiques. Ainsi, la ville de New York a négocié des accords avec les producteurs agricoles et les municipalités du bassin hydrographique du Catskill-Delaware d'où provient son eau potable, évitant ainsi des coûts liés à une énorme infrastructure de traitement des eaux. Nous examinons le potentiel de création de tels liens institutionnels novateurs et précieux entre le milieu rural et le milieu urbain dans les prairies canadiennes. L'IIDD a élaboré un cadre analytique pour la quantification des avantages publics de pratiques de gestion avantageuses fondées sur le bassin hydrographique. Cette recherche portera sur les questions fondamentales liées à la valeur des biens et services écologiques produits au moyen des mesures prises dans les exploitations agricoles. L'élaboration de saines politiques agro-environnementales repose sur la condition essentielle qu'est la perception claire des services écosystémiques qui doivent être protégés et restaurés ainsi que des institutions qui doivent y participer. Selon la condition suffisante, les programmes de prestation doivent être durables et, par conséquent, efficaces

De saines politiques agroalimentaires nécessitent l'expression claire des services écosystémiques qui ont besoin de protection, écrit David Rumnalls.



iStockphoto

du point de vue économique. Cependant, la faiblesse de bon nombre de mécanismes de paiement pour les services écosystémiques est que les propriétaires terriens possèdent les renseignements nécessaires concernant les coûts de mise en œuvre mais que ces coûts ne sont pas révélés à l'organisation qui fournit le financement, se traduisant par des dépenses de programme inutiles et non durables. Le projet *EcoTender* récemment expérimenté en Australie démontre une approche novatrice qui permet de surmonter ce genre d'asymétrie au niveau de l'information au moyen d'une approche d'enchères et de modélisation intégrée pour garantir que seuls les services écosystémiques ayant la plus grande valeur sont obtenus. Le potentiel technique et institutionnel des applications du genre *EcoTender* au Canada mérite un examen minutieux.

Cependant, les marchés ne sont qu'un élément de la réponse. La réglementation joue toujours un rôle important dans la réalisation du développement durable. J'ai siégé en qualité de membre au Comité de la réglementation intelligente du gouvernement canadien, comité qui recommandait une simplification du système réglementaire du pays. Il faisait remarquer la nécessité d'aborder les coûts

« CEPENDANT, LES MARCHÉS NE SONT QU'UN ÉLÉMENT DE LA RÉPONSE. LA RÉGLEMENTATION JOUE TOUJOURS UN RÔLE IMPORTANT DANS LA RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. »

de la réglementation. Alors qu'il est habituel d'analyser les possibles répercussions réglementaires avant l'introduction d'une nouvelle législation, l'examen des répercussions réglementaires une fois les règlements mis en œuvre est moins fréquent.

Nombreuses sont les raisons pour lesquelles de telles évaluations *ex poste* des coûts des règlements sont moins souvent réalisées que les évaluations *ex ante*, y compris la difficulté de séparer les répercussions particulières d'un règlement de toutes les autres influences économiques et environnementales possibles. Malgré ces défis, les évaluations *ex poste* peuvent aider à développer de meilleurs processus et modèles réglementaires en déterminant ce qui fonctionne et en éliminant les résultats imprévus ou non souhaités. L'IIDD collabore avec Environnement Canada à l'établissement d'une approche systématique de la réalisation d'analyses *ex poste* des coûts économiques de la réglementation environnementale.

Le « développement durable » a été conçu en grande partie en raison de la nécessité de trouver des moyens de réduire la pauvreté tout en protégeant l'environnement. L'IIDD a produit des travaux précurseurs sur les moyens d'existence durables, la pauvreté et les services écosystémiques qui continuent dans nos travaux actuels sur la façon dont les changements climatiques et catastrophes naturelles affectent les moyens d'existence. Il a également produit de tels travaux dans le domaine de la détermination des politiques qui font la promotion de la résilience locale et de la gestion adaptative pour atténuer la vulnérabilité. Les bourses du Fonds d'innovation de l'IIDD financent des recherches sur la façon dont les Conventions de Rio peuvent être liées aux efforts d'atténuation de la pauvreté au moyen de la gestion des ressources naturelles à l'échelle locale et de l'élaboration d'un prototype de rapport sur la pauvreté et les services écosystémiques qui sera bientôt publié.

Alors que les entreprises et les gouvernements commencent à porter une plus grande attention aux problèmes d'une planète en péril, nous devons comprendre clairement les relations entre l'environnement, la société et l'économie. Avec une analyse approfondie, des outils et recommandations de politiques adaptés ainsi qu'une sincère mise en œuvre, nous pouvons bâtir des économies florissantes alors que la planète et ses peuples guérissent.

David Rumnalls est le Président et Président directeur général de l'Institut international du développement durable.

Les défis de la gestion de l'environnement mondial deviennent de plus en plus complexes au fil du temps. Nos institutions et systèmes mondiaux pour régir la législation et les politiques sur l'environnement ne peuvent pas suivre ce rythme.

Adil Najam a une analogie simple pour décrire l'état de la gouvernance environnementale mondiale. « J'ai des enfants » dit-il « et chaque année ou presque, ils ont tellement grandi que leurs vêtements sont devenus trop petits et qu'il leur en faut de nouveaux. Je pourrais leur reprocher d'avoir grandi mais cela ne serait pas très productif. Il serait ridicule que des parents conçoivent leurs enfants en fonction des vêtements dont ils disposent déjà. Il nous faut leur trouver des vêtements à leur taille. »

Au fond, dit-il, ses habits institutionnels sont devenus trop petits pour la gouvernance environnementale mondiale. « Il ne sert à rien de blâmer un système parce que les questions et les défis ont dépassé l'architecture institutionnelle de départ. Les institutions n'ont pas fait défaut, les défis ont juste augmenté. » Qu'est ce que la gouvernance environnementale mondiale (GEM) et pourquoi s'en préoccuper? La GEM est la somme des organisations, instruments de politique, mécanismes financiers, règles, procédures et normes qui régissent le processus de protection mondiale de l'environnement. L'objectif final est d'améliorer l'état de l'environnement et, en fin de compte, d'atteindre le plus vaste but qu'est l'amélioration du bien-être humain.

Le problème est que nous avons maintenant plus de 30 agences des Nations Unies ayant un intérêt dans la protection de l'environnement ainsi que d'autres grandes entités internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale, qui déclarent que l'environnement fait partie de leurs principes de base. Avec un tel éventail d'organisations internationales participantes, il faut veiller à ce que ces groupes, et d'autres, coordonnent efficacement leurs efforts sous peine de tomber dans le piège de l'existence d'un trop grand nombre d'agences œuvrant sur la même question alors que personne ne se préoccupe adéquatement d'autres questions tout aussi essentielles.

TAILLER UNE GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE MONDIALE AUX JUSTES MESURES

Par Donna Huffam

À LA RECHERCHE DE LEADERSHIP

En outre, comme l'explique David Runnalls dans sa préface de l'ouvrage de l'IIDD intitulé *Global Environmental Governance: A Reform Agenda*, nous avons un ensemble de traités environnementaux extrêmement différents. [Traduction] « Feu mon collègue, Konrad von Moltke, possédait une liste de plus de 500 différents accords et même lui n'était pas certain de tous les avoir recensés, » écrit M. Runnalls. Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ont proliféré au cours des trente dernières années et leurs secrétariats sont disséminés de par le monde. La cohérence et la coordination de ces traités est essentielle pour garantir le respect d'une norme environnementale mondiale.

Enfin, le monde a été le théâtre de trois sommets majeurs axés sur l'environnement, et de la création d'une multitude d'organisations de la société civile vouées aux questions environnementales. Et pourtant, malgré l'importance qu'on semble lui accorder, l'état de l'environnement est considérablement pire aujourd'hui qu'il ne l'était en 1972 quand a eu lieu le premier principal Sommet de la Terre. Si l'objectif final de la gouvernance environnementale mondiale a été l'amélioration de l'état de l'environnement, alors d'aucuns pourrait affirmer que nous avons magnifiquement échoué.

Mais Adil Najam ne serait pas d'accord. Il enseigne les négociations et la diplomatie internationales à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tufts et est également associé de l'IIDD. Originaire du Pakistan, M. Najam est également actif sur la scène des changements climatiques, ayant été l'un des principaux auteurs (avec le directeur du programme Changements climatiques et énergie de l'IIDD, John Drexhage) du rapport de mai 2007 sur l'atténuation publié par le Groupe 3 d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Il s'est penché, et a travaillé plus particulièrement depuis de nombreuses années, sur les questions de politique environnementale internationale et le rôle des pays en développement.

« SI L'OBJECTIF FINAL DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE MONDIALE A ÉTÉ L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT, ALORS D'AUCUNS POURRAIT AFFIRMER QUE NOUS AVONS MAGNIFIQUEMENT ÉCHOUÉ. »

« Ce n'est pas que le système ne fonctionne plus » insiste M. Najam « C'est surtout qu'il a pris une ampleur bien supérieure à ce que l'on avait prévu. En 1972, nous ne savions pas ce qu'étaient les changements climatiques. En 1992, nous savions ce que c'était mais nous n'étions pas certains de ce que seraient leurs répercussions. En 2002, nous avions une meilleure idée de ce que nous ne connaissons pas en matière de répercussions climatiques. Et j'imagine que dans 10 ans, nous en saurons plus qu'aujourd'hui à ce sujet. »

« Au début, nous avons déterminé les lois et traités dont nous avons besoin. » explique-t-il « et nous avons eu une sorte de folie des traités. Il s'agissait d'une étape importante. Mais nous constatons maintenant de plus en plus que la réponse est la gouvernance. C'est une chose d'affirmer ce qui devrait se passer et une toute autre de faire en sorte que cela se passe. La différence entre les deux réside souvent dans la gouvernance. »

Alors, exactement comment aborder une question si vaste et si complexe que celle de la gouvernance de l'environnement mondial? Le mentor de M. Najam, feu Konrad von Moltke, un membre honoraire senior de l'IIDD, l'appelait « L'organisation de l'impossible » en réponse aux suggestions d'une organisation mondiale de l'environnement appelée l'Organisation mondiale de l'environnement. Pour M. Najam et d'autres de l'IIDD, la réponse immédiate ne se trouve dans une complète réorganisation des Nations Unies et l'établissement d'une organisation environnementale de plus. Mieux vaut, soutient M. Najam, se concentrer sur les ensembles de réformes souhaitables et réalisables. La réforme complète des Nations Unies pourrait bien être souhaitable mais elle n'est manifestement pas réalisable. Et il peut s'avérer que ce qui est facilement réalisable pourrait ne pas être souhaitable.

Le leadership est l'un des articles les plus importants de l'ordre du jour de la réforme dit M. Najam.
« Théoriquement, il nous faudrait

une Angelina Jolie pour l'environnement. » En l'absence du soutien d'une célébrité, la mobilisation d'un groupe de dirigeants mondiaux de haut niveau, renommés et respectés qui peuvent visiblement et uniformément soutenir la cause de la réforme de la gouvernance environnementale mondiale pourrait, non seulement empêcher la question de disparaître aux yeux du public, mais inspirer d'autres pays moins motivés à joindre l'action. On pourrait citer comme autres suggestions de leadership la nécessité d'investir dans la sélection éclairée de leaders des organisations mondiales environnementales, y compris ceux qui peuvent diriger des ensembles de secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les divers éléments environnementaux des maintes agences des Nations Unies. Enfin, une fois choisis, les dirigeants devraient posséder l'indépendance et les ressources nécessaires pour faire en sorte que leurs institutions mettent les plans en œuvre sans se limiter à les élaborer.

Enfin, les traités, la gouvernance, les AME, les agences des Nations Unies et l'attention des célébrités ne sont pas la seule réponse en soi. C'est de leur tissage commun que naîtra la gouvernance environnementale mondiale. La chose la plus essentielle que nous pouvons peut-être apprendre aujourd'hui, c'est comment les tisser ensemble. Alors, et alors seulement, aurons-nous peut-être des vêtements de la bonne taille.

Donna Huffam est l'agente des relations avec les médias et des communications de l'IIDD.

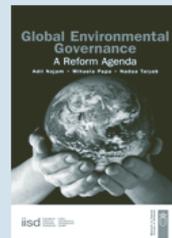
« THÉORIQUEMENT, IL NOUS FAUDRAIT UNE ANGELINA JOLIE POUR L'ENVIRONNEMENT. »

Plus de 30 agences des Nations Unies revendiquent un rôle dans la protection de l'environnement tout comme c'est le cas de quelques autres grandes entités internationales, commente Adil Najam. Cela ajoute au mauvais état de la gouvernance environnementale mondiale.



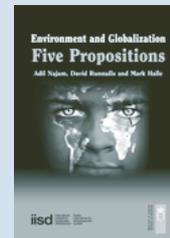
iStockphoto

Ressources supplémentaires de l'IIDD sur la gouvernance environnementale mondiale :



Global Environmental Governance: A Reform Agenda
Adil Najam, Mihaela Papa et Nadaa Taiyab (2006)

<http://www.iisd.org/pdf/2006/geg.pdf>



Environment and Globalization: Five Propositions
Adil Najam, David Runnalls et Mark Halle (2006)

http://www.iisd.org/pdf/2007/trade_environment_globalization.pdf



The Organization of the Impossible
Konrad von Moltke (2001)

http://www.iisd.org/pdf/trade_organization_of_the_impossible.pdf

L'IIDD étudie un lac aux difficultés croissantes à 60 km de son siège social.

Lorsque Dimple Roy a commencé à travailler à l'IIDD l'année dernière, elle ne connaissait pas bien l'expression « gestion intégrée des ressources en eau ». Cependant, considérant les huit derniers mois, elle déclare : « ma courbe d'apprentissage a été tout à fait incroyable. »

M^{me} Roy, une agente de projet dans le programme de Gestion durable des ressources naturelles (GDRN) a étudié l'aménagement de l'environnement et a acquis de l'expérience en gérant la Table ronde manitobaine sur le développement durable. Depuis qu'elle s'est jointe à l'IIDD, elle a acquis de nouvelles connaissances spécialisées dans le domaine de la gouvernance des bassins hydrographiques et est devenue la chercheuse principale d'un projet de gestion du lac Winnipeg. Elle a co-rédigé un rapport sur ce sujet.

Récolte dans le marais Netley-Libau. Le marais est un candidat à la désignation d'élément du patrimoine en vertu du Programme des marais du patrimoine du Manitoba.



PERTE DE NUTRIMENTS, GAIN DE TERRAIN

Par Michelle French

L'IIDD BRAVE LES EAUX TROUBLES DU LAC WINNIPEG

Le bassin hydrographique du lac Winnipeg couvre environ 953 000 km² et s'étend des Rocheuses canadiennes à environ 20 km du lac Supérieur. Au Canada, il couvre en partie l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario et aux É.-U., le Montana, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Minnesota. Il a le coefficient de drainage du terrain par rapport à la surface du lac le plus élevé de tous les grands lacs du monde. Cela signifie que pour chaque km² de surface du lac, il y a environ 40 km² de bassin hydrographique.

En ce qui concerne la qualité de l'eau, cela ouvre des possibilités de problèmes de pollution étant donné que 6,6 millions de personnes vivent dans le bassin hydrographique et que le réseau hydrographique passe dans des régions fortement développées du point de vue agricole.

Selon les recherches compilées dans le rapport du Lake Winnipeg Water Stewardship Board (2006), le lac Winnipeg [Traduction] « semble le plus eutrophe » des 10 plus grands lacs du monde.

Au cours de trente dernières années, la teneur en phosphore a augmenté d'environ 10 % alors que celle en nitrogène a augmenté de 13 %. Alors que la province du Manitoba souhaiterait voir ces chiffres revenir aux niveaux des années 1970, la façon d'y parvenir fait l'objet de maints débats.

La recherche de M^{me} Roy l'a amenée au cœur de ce défi.

Selon elle, les réussites dans le cadre de la gestion de l'eau contiennent généralement les caractéristiques suivantes : la participation de toutes les parties prenantes, des incitations pour aider les agriculteurs à adapter leurs pratiques agricoles, un financement soutenu et la présence d'un organisme médiateur neutre pour traiter les intérêts concurrents.

Au cours de l'année à venir, M^{me} Roy passera à la prochaine étape de sa recherche en proposant des instruments de politique concrets visant à réduire le flux de nutriments qui se déversent dans le lac Winnipeg.

« IL Y A UNE INCROYABLE POSSIBILITÉ D'ABORDER LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES AU MOYEN DE LA PRÉSERVATION ET DE LA RESTAURATION DU CAPITAL NATUREL DE L'ÉCOPAYSAGE »

CAPITAL NATUREL

Alors que la gouvernance joue un rôle important dans les travaux de l'IIDD sur le lac Winnipeg, d'autres membres de l'équipe du programme de GDRN examinent les façons dont les écosystèmes peuvent être utilisés pour réduire la pollution dans le bassin hydrographique du lac Winnipeg.

Vivek Voora, agent de projet auprès du programme de GDRN, travaille à l'approche de capital naturel.

Le capital naturel renvoie à l'environnement naturel ainsi qu'aux biens et services qu'il fournit tels que la régulation du climat, la filtration de l'eau et le renouvellement des sols pour n'en nommer que quelques uns.

L'étude sur plusieurs années pour Environnement Canada quantifiera et déterminera la valeur fournie par les écosystèmes dans la portion manitobaine du bassin hydrographique du lac Winnipeg.

« En déterminant le capital naturel de l'écopaysage, nous pouvons quantifier les avantages fournis par les écosystèmes sains opérationnels essentiels à l'atténuation du flux de nutriments dans les étendues d'eau » explique-t-il.

Au fil de la progression de ses recherches, M. Voora, travaillera à la modélisation de l'écopaysage, un processus dont il espère qu'il révélera la meilleure combinaison possible de couverture terrestre naturelle et altérée par l'homme pour maximiser l'élimination des nutriments du bassin hydrographique.

« Il y a une incroyable possibilité d'aborder les incidences environnementales au moyen de la préservation et de la restauration du capital naturel de l'écopaysage » dit-il.

RÉSERVOIRS DE NUTRIMENTS ET BIOÉNERGIE

Les marécages sont l'un des multiples écosystèmes dans le bassin hydrographique du lac Winnipeg ayant un potentiel d'assimilation des nutriments.

En sa qualité de Directeur du programme GDRN, Henry David Venema coordonne la recherche de pointe sur les marécages effectuée par l'étudiant de doctorat et agent de projet de l'IIDD, Richard Grosshans.

Avec le financement de l'IIDD et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) du Canada, les travaux de M. Grosshans comportent l'évaluation de la capacité d'absorption de l'excédent de nutriments de certaines plantes de marécage, en particulier les massettes, les roseaux et les carex.

M. Grosshans travaille dans le marécage Netley-Libau situé au Nord de Winnipeg; marécage qui a été considérablement endommagé au fil du temps par la construction de barrages et le dragage.

Cependant, son emplacement stratégique le long du cours de la rivière Rouge riche en nutriments pourrait s'avérer utile.

M. Venema dit que si le marais peut être restauré de façon appropriée avec l'aide du génie écologique, un processus qui pourrait comporter le renforcement de l'écopaysage et la surveillance des levées et de l'hydraulique, il pourrait s'avérer un bon réservoir de nutriments.

Cependant, il faudra faire des « récoltes », ou coupes de végétation, régulières pour que les plantes renouvellent leur consommation de nutriments.

« Le potentiel de réservoir de nutriments offre un réel avantage économique » explique M. Venema.

Mais ce n'est pas la seule retombée économique.

M. Venema pense que la récolte effectuée dans le marais pourrait être utilisée pour produire de la bioénergie qui peut ne pas produire de carbone (carbon neutral). D'une part, contrairement au canola, les marais n'ont besoin ni d'engrais, ni de dépenses d'énergie pour faire pousser les plantes. D'autre part, ils recèlent le potentiel de compenser l'utilisation de combustibles fossiles. Enfin, ils fournissent un service écologique nécessaire sous forme de réservoirs de nutriments.

« Plutôt que de causer d'autres problèmes environnementaux en se servant de méthodes exigeant de nombreuses ressources pour produire de la bioénergie, nous réglons passivement un problème existant de surplus de nutriments sans autre apport » dit-il.

Toutefois, il avertit que le réservoir de nutriments ne peut demeurer actif qu'au prix d'une prudente gestion. Ce qui ramène la recherche du programme GDRN à la gouvernance et la gestion intégrée des ressources en eau.

Pour M. Venema, son rôle de Directeur est de garantir que les principes de politique exigeants du développement durable sont appliqués dans chaque projet de recherche.

« Un institut tel que le nôtre, doit démontrer, à l'échelle internationale, la façon dont ces principes de politique exigeants se manifestent dans des exemples pratiques » tels que celui du lac emblématique et menacé du Manitoba, dit-il.

Avec le mandat renouvelé du gouvernement provincial du Manitoba et l'accent mis sur le nettoyage du lac Winnipeg, M. Venema est convaincu que son équipe de recherche élaborera les instruments écosystémiques et économiques nécessaires pour aider.

« Nous avons des idées extrêmement solides qui contribueront directement à ce domaine de politique clé » dit-il.

Michelle French est l'agente de publication de l'IIDD.

Algues dans le lac Winnipeg, une étendue d'eau qui souffre d'un extrême stress environnemental.



Photo gracieuseté de Lori Volkart.

« UN INSTITUT TEL QUE LE NÔTRE, DOIT DÉMONTRER, LA FAÇON DONT CES PRINCIPES DE POLITIQUE EXIGEANTS SE MANIFESTENT DANS DES EXEMPLES PRATIQUES »

Lancée à la fin 2005, l'Initiative mondiale sur les subventions (IMS) de l'IIDD influence déjà le débat sur la réforme des subventions en fournissant aux décideurs les outils pour réaliser un changement réel et tangible. Au moyen d'une recherche qui quantifie l'étendue et la portée des subventions, l'IMS souligne l'ampleur et la rentabilité des subventions publiques ainsi que les effets corrosifs de certaines d'entre elles sur le développement durable. Les communications ciblées de l'IMS et le programme de sensibilisation politique éveillent le public et les principaux décideurs à ces problèmes. Nous finalisons en ce moment une série d'études sur les subventions pour la production nationale de carburants liquides après la publication de l'étude américaine en octobre 2006. Cette étude a été très fréquemment citée comme principal point de référence dans le débat sur les subventions américaines pour les biocarburants. La nouvelle recherche portera sur les différentes incitations offertes par les gouvernements pour attirer les investissements, plus particulièrement l'investissement direct à l'étranger. Le premier d'une série de fora régionaux pour les médias conçus pour augmenter l'intérêt des journalistes à l'égard des subventions et leur capacité à en rendre compte a eu lieu à Mumbai, en Inde, en mars 2007. Quatre autres sont prévus. Consulter <http://www.globalsubsidies.org>

Il faudra quelque 17 billions de dollars américains d'investissement dans le domaine de l'énergie au cours des 25 prochaines années, dont la plupart dans les pays en développement, et la majorité avec une durée de vie de quelques décennies. Le projet « Investissement dans l'énergie propre » réalisé en coopération avec le programme Changements climatiques et énergie de l'IIDD est axé sur la façon dont nous pouvons aider à garantir que les investissements dans le domaine de l'énergie aident à résoudre, plutôt qu'aggravent, les préoccupations quant aux changements climatiques. Il examinera d'abord les obstacles nationaux actuels aux investissements dans les énergies propres dans les pays en développement et s'interrogera sur le genre d'obstacles ou de débouchés présentés par les accords internationaux d'investissement, faisant ensuite des recommandations de pratiques exemplaires pour l'élaboration future de tels accords.

Directeur, Mark Halle

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

En 2006-2007, l'IIDD a continué à publier *Investment Treaty News* (ITN) et à élargir son public. ITN est un bulletin électronique sur les accords d'investissement et les différends dans ce domaine visant à suivre, analyser et publiciser les implications de ces accords et différends en matière de politiques. (Consulter <http://www.iisd.org/investment/itn/>). Avec une liste d'abonnés approchant 2 000, ITN a également élargi sa portée en publiant maintenant une version parallèle en espagnol centrée plus précisément sur l'Amérique latine et un résumé trimestriel destiné aux parlementaires et à leur personnel. L'équipe d'investissement vient également de lancer des travaux sur la première publication d'une série rétrospective annuelle intitulée *Rétrospective annuelle* dans laquelle elle analyse les tendances des accords d'investissement, les différents importants ayant des implications de politique publique et soulignant les tendances intéressantes dans le monde de l'investissement.

L'IISD réalise des évaluations rapides des implications environnementales des négociations commerciales actuelles et envisagées pour la Thaïlande et le Laos. Le but est double. D'abord, à un niveau fondamental, les résultats de ce projet d'évaluation rapide du commerce et de l'environnement (ERCE) éclaireront la prise de décisions en matière de politique dans ces pays en soulignant les coûts et les avantages qui peuvent découler des initiatives de libéralisation du commerce et de l'investissement qui se multiplient. Ensuite, l'IIDD espère que la méthodologie de l'ERCE deviendra un outil pouvant être copié et que son application dans ces pays aidera à le raffiner en vue de son utilisation dans d'autres contextes. Consulter http://www.iisd.org/trade/ldc/rapid_trade.asp

Le commerce international a un énorme potentiel pour favoriser ou frustrer le développement durable.



L'IIDD se prépare pour octobre 2007, mois pendant lequel nous rassemblerons à Singapour des négociateurs en matière d'investissement provenant de pays en développement pour le premier de ce qui, nous l'espérons, deviendra un Forum annuel des négociateurs. Avec la course actuelle à la signature d'accords régionaux et bilatéraux comportant des dispositions sur l'investissement, les négociateurs des pays en développement n'ont aucun forum dans lequel discuter les défis communs, évaluer les développements juridiques et élaborer des stratégies pour aider à garantir qu'ils attirent un investissement qui contribuera au développement durable. Dirigé par un groupe directeur de négociateurs de haut niveau et en partenariat avec le Centre for Asia and Globalization (National University of Singapore), l'IIDD offrira un tel forum.

L'IIDD offre une assistance technique aux pays en développement qui participent à des négociations sur les investissements et à des différends dans la même matière. Le niveau d'activité dans ce domaine a énormément augmenté depuis quelques années au fur et à mesure que les pays subissent la pression de devoir renforcer les protections offertes aux investisseurs et répondre aux plaintes concernant des mesures qu'ils ont prises et qui pourraient affecter les profits des investisseurs. Sur la base du *Modèle d'accord international sur l'investissement pour le développement durable (IIDD)*, l'IIDD est devenu un partenaire clé pour les pays en développement alors qu'ils cherchent à atteindre un

équilibre entre les mesures prises pour attirer les investisseurs et les mesures qu'ils doivent prendre pour garantir qu'ils se développent durablement. Consulter http://www.iisd.org/investment/model_agreement.asp

En 2006-2007, l'Initiative Commerce, aide et sécurité est entrée dans sa phase finale avec la publication du livre intitulé *Trade, Aid and Security: An agenda for peace and security*. Avec un avant-propos de l'ancien ministre des Affaires étrangères canadien, Lloyd Axworthy, des apports de neuf experts et un examen minutieux d'un Comité consultatif de haut niveau, cet ouvrage présente les liens entre le commerce, l'aide et la sécurité et révèle

la façon dont des politiques commerciales et d'aide inadéquates ou mal utilisées peuvent porter atteinte à la sécurité et contribuer à la violence et à la désintégration des États-nations. Du point de vue pratique, ils démontrent comment six domaines clés des politiques commerciales et d'aide peuvent être utilisés pour aider à développer la stabilité et la sécurité, réduire les possibilités de conflits armés et aider au redressement après un conflit. Le livre est sorti à Genève, Strasbourg, Ottawa et Washington et a reçu le soutien d'une multitude de commentaires médiatiques et de pages en regard de l'éditorial pour diffuser les principaux messages et recommandations.

POURQUOI CE TRAVAIL EST-IL IMPORTANT?



SIMON UPTON ●●●
DIRECTEUR DE PROJET
INITIATIVE MONDIALE
SUR LES SUBVENTIONS

Il n'est pas facile de convaincre le monde de s'avancer sur un chemin véritablement durable. Les affaires humaines sont un peu bizarres. Les habitudes ont la vie dure et nous tendons à organiser notre vie d'une façon qui rend difficile tout changement de direction. C'est pourquoi les changements climatiques, par exemple, sont si difficiles. Nous avons tellement investi dans des styles de vie fondés sur une énergie bon marché et sur un réservoir atmosphérique sans fond pour les émissions qu'il est extrêmement difficile de changer de direction.

C'est également la raison pour laquelle je suis tellement impatient de démystifier les subventions publiques qui perpétuent un gaspillage grotesque, endommagent l'environnement et détruisent les possibilités de développement de centaines de millions de personnes. Les subventions importent non seulement en raison des dommages qu'elles causent, mais aussi car leur élimination devrait constituer le premier pas, et le plus aisé, que nous faisons pour lutter contre nos problèmes environnementaux les plus graves.

Je peux sympathiser avec les entrepreneurs qui font face à des défis techniques onéreux ou avec les consommateurs qui sont confrontés à de considérables coûts de rajustement. Cependant, je n'ai pas une miette de sympathie pour les dirigeants qui achètent des votes avec des subventions ou les lobbyistes qui font campagne pour les perpétuer.

Nous avons assez de défis très difficiles à relever devant nous sans gaspiller de vastes sommes d'argent qui aggravent nos problèmes. Voilà pourquoi l'Initiative mondiale sur les subventions importe.



SABRINA SHAW ●●●
ASSOCIÉE DE L'IIDD,
RÉDACTRICE, ÉDITRICE.
BULLETIN DES NÉGOCIATIONS DE LA TERRE

L'augmentation de la sensibilisation aux répercussions environnementales de la libéralisation du commerce et de l'investissement est l'un des principaux éléments des travaux de l'IIDD sur le développement durable. Cette tâche est devenue de plus en plus vitale au fur et à mesure de l'augmentation de la complexité de la nature et de l'ampleur d'une libéralisation croissante. Pour évaluer l'éventail en constante expansion des scénarios de libéralisation, nos travaux ont souligné les possibles conséquences environnementales des engagements commerciaux et d'investissement et indiqué les domaines causant des préoccupations ou recelant des possibilités. Notre tâche n'est pas simple, la croissance fondée sur les exportations comporte des processus dynamiques et comprend des incidences à l'échelle de l'économie. Quoique complexe, le processus de libéralisation du commerce et de l'investissement peut produire des avantages au niveau du développement s'il fait partie d'un cadre national sain. Les projets de l'IIDD apportent des pièces clés à ce complexe puzzle en montrant comment se servir des possibles avantages et atténuer les possibles effets nuisibles de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Alors qu'il pourrait ne pas y avoir de « retour en arrière » possible à l'égard des engagements à augmenter l'ouverture et le commerce, l'IIDD façonne un ordre du jour renouvelé pour le commerce; ordre du jour qui est solidement enraciné dans le développement durable.

Cet ordre du jour est d'autant plus pertinent que le commerce est la monnaie de la coopération. La prolifération et le chevauchement d'accords bilatéraux et régionaux de commerce et d'investissement sont difficiles à démêler et nous commençons tout juste à comprendre leurs implications environnementales. Notre ordre du jour proactif et positif importe car il incite les décideurs à penser aux politiques en matière de commerce et d'investissement dans un plus vaste contexte, celui du développement durable. Il importe car il cherche à placer le développement économique sur une voie durable et à démêler certaines des complexités des liens entre le commerce, l'investissement et l'environnement.

L'IIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2006-2007 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Centre de recherches pour le développement international > Industrie Canada > Pays-Bas : Ministère du Logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement > Norwegian Agency for Development Cooperation > Ministère des Affaires étrangères de la Norvège > Ministère des Affaires étrangères du Danemark > Organisation Internationale de la Francophonie > Direction du développement et de la coopération de la Suisse > Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse > Agence américaine pour le développement international > Agence suédoise d'aide au développement international > Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets > Programme des Nations Unies pour le développement > Organisation de coopération et de développement économiques > Cordaid > Sustainable Development Policy Institute > FES – Friedrich Ebert Stiftung > The Rockefeller Foundation > Mott Foundation > Hewlett Foundation > Citigroup Foundation > The Foundation for Strategic Environmental Research, Mistra > Sustainable Agriculture Guarantee Fund > Université Simon Fraser > Divers – ISP Advising / Earl Noeltel

On ne peut efficacement tirer des leçons du passé que si elles influencent le façonnement de notre avenir. Comme Janus, le dieu romain aux deux visages capable de regarder dans deux directions opposées en même temps, les sociétés doivent envisager les questions liées à l'environnement et au développement à la fois d'un point de vue rétrospectif et prospectif. Les travaux du programme Mesure et évaluation (M&E) connexes à l'intégration de l'évaluation du milieu sont comme Janus, ils évaluent l'état et les tendances actuels et passés de l'état de l'environnement (p. ex., la qualité de l'eau et de l'air) ainsi que leurs liens avec le bien-être humain. Cependant, ils utilisent également des techniques d'analyse de scénarios pour fournir une évaluation prospective, ou « prévisions environnementales » comme on les appelle souvent, pour mieux comprendre la direction que nous prenons et les mesures que nous pourrions prendre aujourd'hui pour assurer un avenir plus durable. Consulter <http://www.iisd.org/measure/learning/assessment/>

Notre collaboration constante avec la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du PNUE (DARE-PNUE)) sur l'Avenir de l'environnement mondial est axée sur les genres d'évaluation susmentionnés. Ainsi le programme M&E a joué un rôle fondamental dans la création de scénarios utilisés dans le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial qui sera publié par le PNUE plus tard cette année. Ces travaux comportent la surveillance et l'intégration d'une série de récits qualitatifs et quantitatifs à propos des possibles états et tendances futurs de l'environnement et du développement réalisés avec de nombreux partenaires internationaux. Ces scénarios seront présentés officiellement comme le « chapitre 9, The Future Today (l'avenir aujourd'hui) » du rapport GEO-4. Consulter <http://www.iisd.org/measure/knowledge/global/geo.asp>

Dans le cadre de notre collaboration avec le DARE-PNUE, nous avons également dirigé la rédaction de l'ouvrage intitulé *GEO Resource Book*, un manuel de formation destiné aux gouvernements nationaux et autres qui s'intéressent à la rédaction, au moyen d'une approche intégrée, d'un rapport sur l'environnement axé sur les politiques. Cet ouvrage a été publié par le PNUE et l'IIDD au printemps 2007. Notre objectif est d'aider à développer la capacité d'analyse intégrée prospective fondée sur les méthodes de l'Avenir de l'environnement mondial du PNUE. Les huit modules du manuel ont été co-rédigés par environ 40 experts et serviront de manuel de référence pour les praticiens et les formateurs dans le domaine de l'intégration de l'évaluation du milieu. Trois ateliers régionaux de formation ont eu lieu en Uruguay, en Égypte et au Kenya au cours des deux dernières années et plusieurs autres en sont à l'étape de planification. Pour obtenir une brochure contenant le sommaire du manuel, veuillez consulter http://www.iisd.org/pdf/2007/geo_resource.pdf

Directeur, László Pintér

MESURE ET ÉVALUATION

Toute évaluation comporte une stratégie d'action. Le programme M&E met un accent particulier sur les pratiques novatrices dans la création de stratégies nationales de développement durable (SNDD) qui ont fait leur apparition lors du Sommet de la Terre de 1992 et ont invité les gouvernements à « améliorer ou restructurer leurs processus de prise de décision » pour mieux intégrer les questions socio-économiques et environnementales et pour garantir un éventail plus vaste de participation du public. Malheureusement, la transformation du processus de prise de décision pour y incorporer les principes du développement durable s'est avérée lente et lourde. Dans la plupart des cas, les ministères de l'environnement continuent à promouvoir de nouveaux processus pour la fixation des priorités, la planification et la surveillance qui, en grande partie, n'ont aucun lien avec les systèmes existants de planification et de budgétisation coordonnés par les ministères de la planification ou des finances. C'est l'observation d'ouverture qu'à fait l'IIDD lors d'un atelier international intitulé « Institutionalizing Sustainable Development » accueilli par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Division du développement économique durable des Nations Unies à Stockholm à la fin 2006. Cette observation était fondée sur la seconde étude des SNDD portant sur de nombreux pays réalisée par le programme M&E. La première de ces études a été le document de l'IIDD le plus téléchargé au cours de l'année passée.

L'exposé réalisé par l'IIDD à Stockholm a ouvert un vaste éventail de possibilités de promotion de la gouvernance du développement durable. En Décembre 2006, les Nations Unies ont demandé à l'IIDD de se rendre à

Téhéran pour aider l'Organisation de coopération économique, une organisation regroupant 10 pays de l'Asie centrale, à élaborer un programme de travail pluriannuel pour la promotion et le développement de la capacité en vue de la création de SNDD parmi ses États membres.

En mars 2007, l'IIDD a participé à un atelier régional sur les SNDD à Bangkok et a exploré les possibilités de création d'un Réseau des praticiens des SNDD dans la région Asie-Pacifique. L'opportunité d'un tel réseau a été confirmée et l'idée a été incluse dans les recommandations découlant de l'atelier. Consulter <http://www.iisd.org/measure/principles/sd/>

En tant que sociétés, nous gérons ce que nous mesurons et nous mesurons ce qui nous importe. Les indicateurs sont des mesures particulières nécessaires pour l'évaluation et l'examen des progrès réalisés vers le développement durable. L'amélioration de la capacité de la société à concevoir et à utiliser les indicateurs se trouve au cœur même des efforts déployés par le programme M&E. **Le fondement de ce développement de capacité est d'offrir à ces personnes et groupes qui élaborent des indicateurs la possibilité de former un réseau, de partager leurs connaissances et leurs pratiques exemplaires ainsi que de collaborer.** Les réseaux de praticiens nous aident à relier les points de façon plus cohérente et nous aident à développer des visions plus vastes pour la durabilité.

L'amplitude et la profondeur des connaissances portant sur la conception et l'utilisation des indicateurs ont nettement augmenté au cours des 15 dernières années et l'IIDD continue à fournir le leadership dans ce domaine. *Le réseau canadien d'indicateurs de durabilité (RCID)* accueilli par le programme M&E fonctionne depuis cinq ans. Des activités d'apprentissage virtuelles

régulièrement offertes à ses plus de 300 membres sont la pierre angulaire du succès et de l'expansion du réseau. Les participants font des exposés au moyen de la technologie en direct et se servent d'appels de conférence traditionnels pour dialoguer. En 2006-2007, plus de 100 praticiens ont participé aux activités sur des sujets tels que la détermination d'objectifs d'indicateurs, l'élaboration d'indicateurs culturels, l'influence de la prise de décision avec des indicateurs et les indicateurs des connaissances écologiques traditionnelles. Les praticiens provenant de tous les paliers de gouvernement ainsi que les Premières nations, les ONG, les experts-conseils et les collectivités participent régulièrement. Le site nouvellement conçu du RCID et un serveur de listes actif sont également essentiels aux activités du RCID en tant que réseau. Consulter <http://www.csin-rcid.ca/>

On continue à constater des signes manifestes de la reconnaissance par la Chine que les indicateurs et la mesure du rendement sont des éléments essentiels d'influence pour la durabilité. Alors que la Chine a réduit ses attentes concernant l'élaboration presque complète d'un « PNB vert », l'utilisation de la mesure et de l'évaluation comme outils pour lancer et gérer le progrès vers les buts et objectifs sociaux et environnementaux de la Chine suscite un vif intérêt. Par l'entremise du Groupe de travail sur l'essor économique et l'environnement du Conseil chinois, nous avons plaidé l'adoption d'un système de comptes économiques et environnementaux intégrés et l'utilisation d'indicateurs

environnementaux dans la fiche de rendement des fonctionnaires locaux.

La capacité de la Chine d'effectuer un suivi de ses habitudes de consommation et de production de matière est également importante, tant à l'échelle nationale que mondiale. Le programme M&E aide la Banque mondiale et l'université Tsinghua à élaborer des indicateurs et un système de comptabilité pour suivre les habitudes de consommation et de production de matière dans certains secteurs économiques clés. Sous l'égide de la National Development and Reform Commission (NDRC) de la Chine, le système aiderait à diagnostiquer les pratiques non efficaces au niveau de la consommation et de la production de matière et ainsi qu'à suivre les progrès vers les buts établis. Consulter <http://www.iisd.org/measure/knowledge/national/china.asp>



Réunion à Bahreïn : les travaux de l'IIED sur l'intégration de l'évaluation du milieu et des rapports sur l'état de l'environnement atteignent les régions les plus éloignées du monde.

POURQUOI CE TRAVAIL EST-IL IMPORTANT?



DALE ROTHMAN
CHERCHEUR SUPÉRIEUR

Au début de tout voyage, il est sage de se poser quelques questions : où sommes-nous maintenant? Vers où allons-nous? Où souhaitons-nous aller? Quelle est la meilleure façon pour y parvenir? Il en va de même du cheminement vers la durabilité.

Toutefois les difficultés surgissent du menu détail. À une multitude de définitions de la durabilité et des points de vue la concernant, s'accroche un nombre apparemment infini de réponses à ces questions. Une bonne part de ce que nous souhaitons mesurer ne se plie pas à l'utilisation des méthodes et outils traditionnels. Et lorsque cela s'avère possible, le manque d'uniformité de la collecte des données et le simple manque de données quelles qu'elles soient entravent l'apport d'une réponse à la question de savoir où nous sommes en ce moment ou à quelle distance nous nous trouvons du but. Qui plus est, étant donné la complexité inhérente des systèmes socio-écologiques, nous ne savons fréquemment pas comment déterminer notre direction, comment nos actions peuvent nous orienter vers une direction plus souhaitable.

N'ignorons pas ce défi. Relevons-le. Il s'agit de notre voyage, et la destination finale s'offre à nous.

L'IIED TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2006-2007 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DE LA MESURE ET ÉVALUATION GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Centre de recherches pour le développement international > Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCCIED) > Environnement Canada > Agriculture et Agroalimentaire Canada > Province de la Colombie-Britannique > Province du Manitoba > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies > Banque mondiale > Lake Balaton Development Coordination Agency > FUNDEVI – Fondation de l'université du Costa Rica pour la recherche > Université de Denver > Université d'Aberdeen > Scott Wilson Group plc > Centraide de Winnipeg > Conseil du bassin du Fraser > Université Thompson Rivers

Au fil de la croissance de la demande liée à leurs produits d'information, les Services d'information de l'IIDD ont étendu leurs activités dans trois domaines au cours de l'année passée.

MEA Bulletin : Avec un financement de la Division of Environmental Law and Conventions (DELC) du PNUE, les Services d'information ont commencé à publier une mise à jour toutes les deux semaines portant sur les activités au sein d'une myriade d'accords multilatéraux sur l'environnement. Ce bulletin électronique très utile a accusé la croissance la plus rapide de tous les produits publiés par les rédacteurs du *Bulletin des Négociations de la Terre*. Consulter <http://www.iisd.ca/email/mea-l.htm>

Couverture régionale de l'Afrique : En collaboration avec le ministère des Affaires environnementales et du Tourisme de l'Afrique du Sud et le Bureau régional pour l'Afrique du PNUE, l'IIDD a commencé à offrir une couverture des réunions régionales en Afrique liées à l'environnement et au développement durable ainsi qu'à fournir aux gouvernements africains des documents d'information sur les négociations internationales. Conjointement avec le secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), nous les aidons à gérer le flux d'informations de l'Afrique vers la communauté des politiques internationales.

Your Meeting Bulletin : L'expertise de l'IIDD en matière de fourniture de rapports opportuns et reconnus ainsi que notre capacité pour distribuer ces rapports dans nos larges réseaux fonctionnant par courrier électronique ou en direct ont conduit à une augmentation de nos ventes de services d'information à une liste de clients en plein essor. Au cours de l'année écoulée, nous avons fourni des sommaires et une couverture numérisée de 22 réunions, en plus des 30 réunions pour lesquelles nous avons publié le *Bulletin des Négociations de la Terre*. Les services d'information de l'IIDD fournissent des devis aux organisations et gouvernements pour les comptes rendus de conférences, d'ateliers et de colloques.

VISITEZ LE SITE WEB DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD, LINKAGES, À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTP://WWW.IISD.CA](http://www.iisd.ca)

L'équipe des Services d'information de l'IIDD assidue au travail, assurant la transparence des processus et informant les lecteurs.



Photo gracieuseté des Services d'information de l'IIDD.

SERVICES D'INFORMATION

Directeur, Langston James Goree VI ("Kimo")

POURQUOI CE
TRAVAIL
EST-IL
IMPORTANT?



RICHARD SHERMAN ●●●●
GESTIONNAIRE DE PROGRAMME, AFRIQUE
SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD

Si l'on marque le chemin parcouru entre Rio et Johannesburg, le *Bulletin des Négociations de la Terre* (BNT) a révolutionné les concepts de transparence et d'ouverture du processus intergouvernemental. À toutes les délégations les plus petites et les moins fortunées, et en fait à toutes les délégations, le BNT offre une source neutre, reconnue et fondamentale de renseignements sur les positions des pays et sur la dynamique politique sous-tendant le processus intergouvernemental. Cette source est souvent une composante essentielle du processus de compte rendu et de communication avec les capitales et de la formulation d'un mandat national. En décodant la myriade d'acronymes et de points de vue politiques, le BNT aide les délégués et les acteurs non-étatiques à participer plus pleinement à la conception des accords internationaux et à communiquer l'état des choses à un plus vaste public hors des corridors des Nations Unies. Le BNT sert également de précieux point de référence institutionnel, permettant aux participants de voir l'évolution des idées et des positions des pays concernant certaines des questions les plus épineuses de notre ère. Au fond, le BNT est un miroir qui reflète la façon dont les Nations Unies adressent l'état des politiques mondiales sur l'environnement et le développement.

L'IIDD EXPRIME SA GRATITUDE À TOUS LES DONATEUR ET BAILLEURS DE FONDS SUIVANTS QUI ONT AIDÉ LES SERVICES D'INFORMATION :

Donateurs, soutien : Royaume-Uni (par l'entremise du Department for International Development – DFID) > États-Unis d'Amérique (par l'entremise du Department of State Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs) > Canada (par l'entremise de l'ACDI) > Danemark – ministère des Affaires étrangères > Allemagne (par l'entremise du ministère fédéral de l'Environnement et du ministère fédéral de la Coopération pour le développement) > Pays-Bas – ministère des Affaires étrangères > Commission européenne (DG-ENV) > Italie – ministère pour l'Environnement, les terres et la mer | **Bailleurs de soutien généraux :** Suisse – Office fédéral de l'environnement > Norvège – ministère des Affaires étrangères et ministère de l'Environnement > Australie – Department of the Environment and Water Resources > Autriche – ministère fédéral de l'Environnement > Suède – ministère de l'environnement > Nouvelle-Zélande – Ministère des Affaires étrangères et du Commerce > Taiwan – Division de la conservation, Bureau de la foresterie, Conseil de l'Agriculture par l'entremise de SWAN International > Japon – Ministère de l'Environnement (par l'entremise de l'Institute for Global Environmental Strategies) et Ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie (par l'entremise du Global Industrial and Social Progress Research Institute) > PNUE – Division for Environmental Law and Conventions | **Donateurs, financement :** Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le Ministère français des affaires étrangères (bailleurs de fonds pour la traduction du *Bulletin des Négociations de la Terre* en français) > Ministère de l'Environnement de l'Espagne (bailleur de fonds pour la traduction du *Bulletin des Négociations de la Terre* en espagnol) | **Réunions régionales de l'Afrique :** Afrique du Sud – Ministère des Affaires environnementales et du Tourisme (bailleur de fonds pour la couverture des réunions régionales de l'Afrique)

Depuis son adoption des technologies du Web en 1994, l'intérêt de Communication des connaissances s'est principalement porté vers l'utilisation de la technologie pour communiquer les messages de l'IIDD plus largement et plus efficacement et pour aider nos partenaires à faire la même chose. Cependant, alors que l'Internet devient une infrastructure mondiale unique en son genre et cruciale, de nouveaux défis de politiques apparaissent, tout comme le font de nouvelles possibilités de réaliser le changement grâce à une collaboration facilitée par la technologie. Au cours de la prochaine année, et au-delà, le groupe de Communication des connaissances favorisera trois questions essentielles pour le développement durable : l'analyse de politique sur la façon dont les technologies de l'information et des communications ainsi qu'une bonne gouvernance de l'Internet peuvent soutenir le développement durable, la compréhension de la façon dont on peut influencer le changement en gérant les relations et les communications, et le développement de la capacité de la prochaine génération à réaliser le changement.

Nombreux sont ceux qui considèrent l'Internet comme l'infrastructure mondiale de la société de l'information, la pierre la plus essentielle de la fondation économique, sociale et culturelle de notre ère. Cette année, l'IIDD a commencé à examiner la relation entre la gouvernance de l'Internet et le développement durable. L'un des objectifs stratégiques de l'IIDD est de promouvoir le développement durable en contribuant à la transformation institutionnelle, en particulier au moyen de la promotion des principes de responsabilisation, de participation et de légitimité. Les nouveaux régimes de gouvernance de l'Internet n'y font pas exception. L'IIDD fait la promotion d'une approche décentralisée fondée sur des tendances et caractéristiques communes dans d'autres secteurs internationaux aux multiples degrés et intervenants. Consulter <http://www.iisd.org/infosoc/gov/>

Les changements du niveau de financement de la programmation des stages de l'IIDD nous ont forcés à jeter un regard en arrière pour examiner ce que nous avons tiré de dix ans de soutien apporté aux nouveaux dirigeants. Depuis 1997, l'IIDD a placé 311 stagiaires auprès de 90 institutions partenaires dans près de 40 pays et est demeuré en contact avec plus de 93 % de ses anciens stagiaires. Une étude de ces anciens élèves a révélé que 78 % déclaraient que leur stage à l'IIDD avait joué un rôle en les inspirant à continuer à travailler dans le domaine de la durabilité. Parmi les autres, nombreux étaient ceux qui avaient indiqué réaliser des apports au moyen de styles de vie durables. Lorsqu'on leur a demandé ce qui définit le leadership de l'avenir dans le domaine de la durabilité, nos anciens stagiaires ont suggéré que le leadership est un effort d'équipe plutôt qu'individuel. Les valeurs, et plus particulièrement les engagements personnels envers la durabilité, sont ce qui démarque les dirigeants de la durabilité par rapport aux autres. Les communications sont la compétence la plus essentielle pour travailler dans le domaine du développement durable. Consulter <http://www.iisd.org/leaders/>

Comme toujours, l'équipe de Communication des connaissances collabore avec d'autres organisations pour renforcer ses pratiques de partage des connaissances, de communications et de partenariat. Cette année, en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international, nous avons examiné la durabilité des réseaux qu'il soutient, passé en revue les travaux du secrétariat du Partenariat de la montagne et exploré les approches de transfert des connaissances des collectivités avec la Fédération canadienne des municipalités. Nous avons également travaillé en proche collaboration avec le programme Mesure et évaluation dans le cadre de notre examen des façons d'aider les organisations à accroître leur influence et leur impact. Avec M&E, nous avons conçu des « stratégies d'influence » pour la Lake Balaton Coordination Agency, nous avons fourni une assistance au groupe de travail sur les communications du projet GEO du PNUE et nous avons incorporé notre stratégie sur les répercussions dans les travaux du Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques sur la communication plus effective avec les décideurs. Consulter <http://www.iisd.org/networks/>

Directrice, Heather Creech

COMMUNICATION DES CONNAISSANCES



Il y a plus de 300 anciens stagiaires. Ils considèrent les communications comme la compétence la plus essentielle pour travailler dans le domaine du développement durable.

Le Sommet de la Terre de 1992 a porté le développement durable à la une de l'ordre du jour des politiques internationales. Quinze ans plus tard, le défi du rapprochement de l'essor économique, du développement social et de la préservation du milieu naturel est largement considéré comme le défi le plus important auquel est confrontée la communauté mondiale.

En 1993, l'ouverture du World Wide Web et le développement du premier navigateur graphique du Web ont déclenché un remarquable essor de l'Internet. À l'époque, moins

POURQUOI CE
TRAVAIL
EST-IL
IMPORTANT?



DON MACLEAN, ASSOCIÉ DE L'IIDD

d'un demi-pourcent de la population mondiale avait accès à l'Internet. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes, soit environ une sur six, l'utilisent.

L'Internet peut devenir un puissant outil pour aider à atteindre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux inclus dans l'ordre du jour du développement durable. L'Internet peut aider à transformer la recherche scientifique, la production économique, la gestion environnementale, les comportements des consommateurs, la prestation des services publics et l'exercice de la citoyenneté. Cependant, il lui manque actuellement les genres de mécanismes de gouvernance nécessaires pour lier son potentiel, en tant qu'outil de connaissances et de communication, aux défis du développement durable.

Il est encore temps d'établir ces connexions, mais tout comme pour les changements climatiques, il n'y a plus une minute à perdre.

L'IIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2006-2007 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DE LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Centre de recherches pour le développement international > Agence canadienne de développement international > Jeunesse Canada Monde > Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international > Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien > Province du Manitoba > Direction du développement et de la coopération de la Suisse > Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture > The Walter and Duncan Gordon Foundation > World Business Council for Sustainable Development > Oxfam – Québec > Autorité canadienne pour les enregistrements Internet > Fédération canadienne des municipalités > Conseil manitobain pour la coopération internationale > Société de gestion des déchets nucléaires

Au cours de l'année écoulée, les préoccupations concernant les changements climatiques ont dépassé le niveau des débats entre décideurs, scientifiques et organisations environnementales pour atteindre la conscience publique au Canada et dans le reste du monde. Ce glissement fondamental pourrait indiquer un tournant des efforts de la communauté internationale pour relever ce qui est maintenant reconnu comme l'un des défis mondiaux fondamentaux du 21^e siècle.

Pendant cette période agitée, l'IIDD a continué à fournir un leadership au Canada et sur la scène internationale en identifiant et en promouvant des politiques et mesures novatrices pour l'atténuation des répercussions de plus en plus visibles des changements climatiques et pour s'y adapter. Ce faisant, l'IIDD met l'accent sur la nécessité d'adopter une approche intégrée pour faire face aux changements climatiques, pour déplacer les discussions sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques du domaine environnemental vers un plus vaste débat sur le développement qui recouvre les domaines de l'énergie, des finances, de la gestion des ressources naturelles, de l'agriculture et des relations internationales.

Notre approche est illustrée par l'étude d'avant-garde de l'IIDD intitulée *Climate Change and Foreign Policy: An exploration of options for greater integration*, entreprise en partenariat avec le gouvernement du Danemark. Dans cette publication, l'IIDD examine la façon dont les préoccupations quant aux changements climatiques peuvent être mieux intégrées dans la diplomatie et les relations internationales, la sécurité de l'énergie, la paix et la sécurité, le commerce et l'investissement ainsi que dans la coopération pour le développement. Dans la seconde phase du projet, l'IIDD examinera les façons de promouvoir les objectifs de l'Union européenne en matière de changements climatiques et d'énergie propre et examinera plus à fond la relation entre les changements climatiques et la sécurité. Consulter http://www.iisd.org/pdf/2007/climate_foreign_policy.pdf

Directeur, John Drexhage

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉNERGIE

L'IIDD a également continué à promouvoir le projet intitulé « **Les dividendes pour le développement** ». Maintenant dans sa troisième phase, le projet aide à trouver, dans le marché international du carbone, une place significative aux projets de mécanismes pour un développement « propre » qui offrent de considérables avantages au-delà de la réduction des émissions de gaz. Les conclusions de la deuxième phase du projet constituée par une analyse et publiées en novembre 2006, permettent de mieux comprendre la façon de définir, mesurer, faciliter et financer les dividendes pour le développement. Plus récemment, le projet a conclu une étude de portée initiale de possibles scénarios pour l'avenir des mécanismes de marché ayant une pertinence directe pour les pays en développement. Consulter <http://www.iisd.org/climate/global/dividend.asp>

Nos travaux sur l'élaboration d'un régime climatique de l'après-2012 (lorsque la première période d'engagement du Protocole de Kyoto prend fin) ont continué cette année avec le lancement d'un projet soutenu par de nombreux intervenants et d'une durée de deux ans intitulé « Politique de l'après-2012 sur les changements climatiques : favoriser un dialogue sur le rôle du Canada ». Dans le cadre de cette initiative, l'IIDD a élaboré une ébauche d'évaluation complète des quatre « piliers » d'un régime climatique de l'après-2012 d'un point de vue canadien : développement et réduction des gaz à effets de serre, technologie, débouchés commerciaux et adaptation. L'équipe a également commencé à élaborer des scénarios de possibles régimes de changements climatiques de l'après-2012 qui pourraient bientôt être modélisés. Cette analyse continuera au cours de l'année à venir, culminant avec un atelier national en février 2008.

Le profil de l'IIDD en ce qui concerne l'identification et la promotion de nouvelles approches intégrées de la réduction de la vulnérabilité face aux changements climatiques à court et à long terme s'est considérablement accru en 2006-2007. Après plusieurs années de développement et d'essais par le projet « Moyens d'existence et changements climatiques », l'IIDD et ses partenaires ont publié l'outil de sélection du projet appelé CRiSTAL (Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods). CRiSTAL vise à aider les planificateurs et gestionnaires de projets à intégrer la réduction du risque lié au climat et l'adaptation face aux changements climatiques dans les projets communautaires en leur permettant de mieux comprendre les liens entre le stress causé par le climat, les moyens d'existence et leurs travaux. L'IIDD entreprend maintenant une série d'ateliers de « formation des formateurs » en Afrique, plaçant l'outil dans les mains des travailleurs du développement, encourageant son utilisation et améliorant CRiSTAL en réponse à la rétroaction reçue. Consulter http://www.iisd.org/security/es/resilience/climate_phase2.asp

L'IIDD travaille avec des partenaires au Kenya, au Mozambique et au Rwanda pour tenter de réduire la vulnérabilité de secteurs clés face aux changements climatiques.

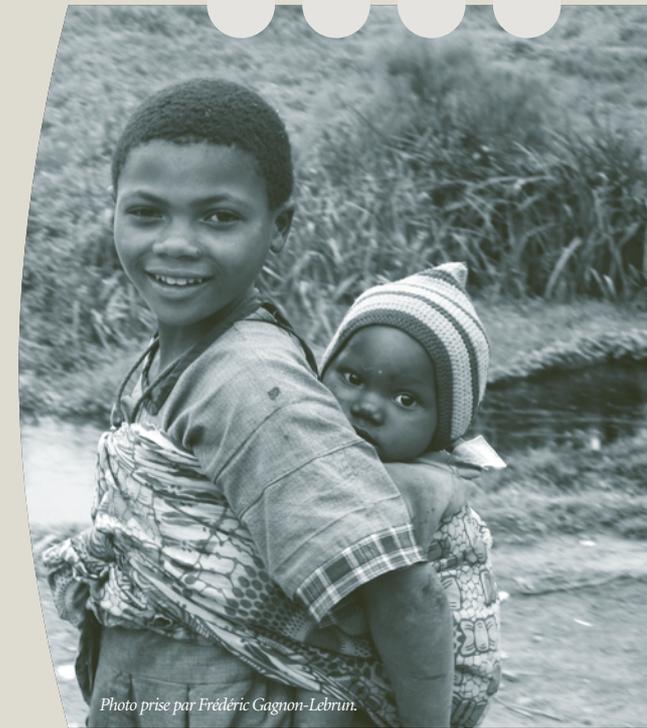


Photo prise par Frédéric Gagnon-Lebrun.

On continue également à réaliser des progrès au niveau de l'examen des « politiques adaptatives » ou politiques robustes à l'égard d'un certain nombre de conditions prévues mais qui peuvent s'adapter à des circonstances imprévues. Le projet a publié quatre études de cas qui analysent les caractéristiques qui font que les politiques du Canada et de l'Inde dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture sont adaptatives ou non. À la lumière de cette analyse, le projet entreprend maintenant des sondages communautaires pour tester les hypothèses du projet et aider au développement d'une « boîte à outils » d'approches de politique adaptative. Consulter http://www.iisd.org/climate/canada/adaptive_policy.asp

L'IIDD continue également à travailler avec des partenaires au Kenya, au Mozambique et au Rwanda pour mettre en œuvre le projet de quatre ans intitulé « intégration de la vulnérabilité et de l'adaptation face aux changements climatiques dans la planification et la mise en œuvre de politiques de développement durable dans les régions Est et Sud de l'Afrique. » Les interventions sur place visent à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques de quatre principaux secteurs. Les travaux concernant l'agriculture, la foresterie et la production d'énergie ont été commencés et les efforts pour soutenir l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et la prise de décision sont en cours. Consulter <http://www.iisd.org/vulnerability/adaptation.asp>



L'IIDD fait la promotion de l'utilisation de l'outil CRISTAL au niveau communautaire comme moyen d'aider les décideurs à intégrer la réduction des risques et l'adaptation aux changements climatiques dans les projets à l'échelle communautaire.

Au Canada, le projet de « résilience des Prairies » a pris fin au printemps 2007. Ce projet triennal a permis d'examiner la façon dont les communautés agricoles des Prairies canadiennes historiquement très exposées aux variations climatiques ont fait face avec plus ou moins de succès à ces changements. Un ensemble d'indicateurs de la capacité d'adaptation fondés sur le SIG a été utilisé en combinaison avec des études de comportements fructueux à l'échelle des exploitations agricoles pour identifier les interventions de politique qui soutiennent l'adaptabilité des exploitations agricoles et des collectivités face à la variabilité du climat et à ses changements. Consulter <http://www.iisd.org/climate/canada/prairies.asp>

En plus de ces divers projets, les membres de l'équipe du programme Changements climatiques et énergie sont demeurés activement engagés dans la fourniture de conseils officiels aux politiciens, aux décideurs, aux gouvernements provinciaux et aux dirigeants d'entreprises sur divers aspects de la question des changements climatiques. Plus officiellement, le Directeur de programme, John Drexhage, a témoigné deux fois devant des comités législatifs de la Chambre des communes. Consulter http://www.iisd.org/pdf/2007/com_bill_c30.pdf et http://www.iisd.org/pdf/2006/climate_drex_statement_nov_2006_fr.pdf

POURQUOI CE
TRAVAIL
EST-IL
IMPORTANT?



ANNE HAMMILL ●●●
GESTIONNAIRE DE PROJET DE L'IIDD

Nous savons que les changements climatiques représentent l'une des menaces les plus importantes auxquelles est confronté le développement durable. Cependant, ils représentent également une occasion de nous servir de décennies de recherches, d'innovation et de partenariats et d'examiner de nouveaux certains des problèmes insolubles de l'environnement et du développement. Le défi de traiter les causes des changements climatiques (c.-à-d., rapprocher les réductions des émissions de gaz à effets de serre des besoins énergétiques croissants, a suscité des débouchés tangibles dans le domaine des politiques portant sur les marchés, la technologie et l'environnement. Les répercussions se font déjà sentir, particulièrement dans l'Arctique et les pays en développement, nécessitant des mesures d'adaptation et des stratégies de développement novatrices pour réduire la vulnérabilité des peuples. Après des années de scepticisme et de déni, le soutien public et l'élan politique concernant la question sont à un niveau élevé critique.

Les travaux de l'IIDD dans le domaine des changements climatiques et de l'énergie reconnaissent les défis et les possibilités de l'examen du problème. Notre approche met l'accent sur l'intégration et les liens entre les réponses visant l'atténuation et l'adaptation, la politique et la pratique ainsi que les priorités nationales et internationales. L'utilisation des leçons de Manitoba Hydro pour élaborer des recommandations sur la façon dont le Rwanda pourrait gérer et protéger son propre potentiel hydro-énergétique face aux changements climatiques illustre clairement cette approche; une qui recèle un espoir de transition vers un avenir sûr et faible en carbone.

**L'IIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2006-2007 SON TRAVAIL
AU CHAPITRE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉNERGIE GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :**

Centre de recherches pour le développement international > Environnement Canada > Ressources naturelles Canada > Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada > Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie > Province de l'Alberta > Province de la Nouvelle-Écosse > Province d'Ontario > Province de la Colombie-Britannique > Province du Manitoba > Ministère du Logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas > The Norwegian Agency for Development Cooperation > Ministère des Affaires étrangères de la Norvège > Ministère des Affaires étrangères du Danemark > Direction du développement et de la coopération de la Suisse > Programme des Nations Unies pour l'environnement > UICN – Union mondiale pour la nature > Chatham House > Stockholm Environment Institute > The African Centre for Technology Studies > Anglo American > Administration aéroportuaire de Winnipeg > Suncor Energy Inc. > Margaree Consultants Inc. > TransCanada PipeLines Limited > Climate Change Central > Manitoba Hydro

Le but du programme GDRN de l'IIDD est de développer des collectivités et des écosystèmes résilients capables de faire face aux surprises et incertitudes de la nature. Les changements climatiques, l'extraction des ressources et la mauvaise gestion sont les sources de répercussions qui déclenchent des efforts vers la gestion durable des ressources naturelles. Nos travaux appliquent les principes de la gestion adaptative afin de développer des systèmes moins vulnérables à ces répercussions. La gestion adaptative est fondée sur le principe de souplesse, soit la capacité et la volonté de modifier les politiques et les mesures en fonction des leçons tirées des résultats actuels.

Le programme GDRN participe actuellement à deux types de travaux synergiques, un autour du thème **Environnement et sécurité** dans le contexte international et l'autre fondé sur les principes de la **gestion intégrée des ressources en eau** dans les Prairies canadiennes. Une part importante des travaux contribue à la gestion efficace du bassin hydrographique du lac Winnipeg, un lac emblématique soumis à des stress dus à la pollution par les charges de nutriments provenant de son immense bassin de drainage qui chevauche plusieurs provinces et États.

Les projets actuels du programme GDRN dans les Prairies canadiennes sont fondés sur l'hypothèse selon laquelle nous devons viser à préserver et à renforcer la richesse existante des ressources environnementales et écosystémiques (ou « capital naturel ») qui sont essentiels à la viabilité de notre économie et à notre bien-être. Tout comme pour le capital financier, la valeur du capital naturel peut diminuer et ce processus s'est accéléré au cours des quelques dernières décennies en raison de l'accroissement de nos demandes de ressources naturelles. Les travaux actuels du programme GDRN sur le capital naturel dans le contexte des bassins hydrographiques est axé sur l'identification et la quantification des ressources naturelles et des biens et services écosystémiques connexes en vue d'une meilleure prise de décision. Notre projet est axé sur une analyse du capital naturel dans le bassin hydrographique de la rivière Rouge, caractéristique de ceux des Prairies, comportant également les complexités liées à une gestion chevauchant les juridictions. Nos travaux visent à démontrer les possibles solutions pour la gestion des nutriments déversés dans le lac Winnipeg. Pour de plus amples renseignements, consulter <http://www.iisd.org/natres/agriculture/capital.asp>

Fondés sur le concept de capital naturel, les biens et services écosystémiques sont simplement les avantages que les gens tirent des écosystèmes. Ils incluent les « services d'approvisionnement » tels que les aliments et l'eau propre, les « services de régulation » tels que le climat et la régulation de l'eau, les « services culturels » tels que le sentiment d'appartenance et l'éducation et les « services de soutien » tels que la formation des sols et les cycles des nutriments. Alors que les écosystèmes ont toujours fourni ces services, les concepts de « valeur » et de « paiement » pour ces services n'ont été reconnus que récemment. Les travaux de l'IIDD sur la promotion des paiements pour les services écosystémiques (PSE) en fonction du bassin hydrographique sont fondés sur la conviction que les paiements pour ces services susciteront une gestion efficace de l'écosystème qui les justifie. Il s'agissait d'ailleurs d'une recommandation essentielle de l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire pour les agro-écosystèmes des terres arides subissant des stress cumulatifs

Directeur, Henry David Venema

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

tels que les Prairies canadiennes. Le programme GDRN travaille donc à l'élaboration de systèmes et concepts pour les mécanismes de PSE pour la gestion intégrée des ressources en eau dans les Prairies canadiennes et dans le bassin hydrographique du lac Winnipeg. Les projets sont axés sur les exigences institutionnelles et techniques attachées à l'intégration de la gestion des bassins hydrographiques dans le PSE. En collaboration avec l'UICN – Union mondiale pour la nature, l'IIDD a également accueilli deux délégations venant de Hainan en Chine et a offert des ateliers avec d'autres intervenants locaux intéressés par l'intégration du PSE dans la gestion intégrée des ressources en eau.

En février 2007, l'IIDD a également été co-hôte d'un atelier sur la gouvernance du lac Winnipeg au cours duquel l'Institut a fait la promotion du concept de PSE en tant qu'élément clé d'un modèle de gouvernance de bassin pour le bassin hydrographique du lac Winnipeg. Alors que le présent Rapport annuel est imprimé, le ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba a demandé à l'IIDD de l'aider à concevoir un mécanisme de PSE fondé sur le concept *EcoTender* de l'Australie. Consulter http://www.iisd.org/natres/water/water_resource.asp

Avec un financement du fonds de Gestion des ressources hydriques Manitoba, l'IIDD élabore des solutions pour la gestion des ressources en eau pour la province du Manitoba au moyen d'une approche de voies douces. Fondée sur l'approche de voie douce de l'énergie élaborée par Amory Lovins, l'approche de voie douce de l'eau est une approche de planification applicable à l'eau douce qui diffère fondamentalement de la planification de l'eau traditionnelle basée sur l'offre. Une approche de voie douce de l'eau résout les écarts entre l'offre et la demande en réduisant les pratiques non efficaces au niveau de la demande et en faisant la promotion des économies d'eau à celui de

l'utilisation. Selon la condition préalable à la mise en œuvre de l'approche de voie douce, il faut disposer d'un budget en eau précis fondé, en théorie, sur l'examen du bassin hydrographique. L'IIDD élabore un budget hydrographique en fonction du bassin hydrographique pour l'ensemble du Sud du Manitoba. La création de liens entre les stratégies de conservation de l'eau du point de vue de la demande et les paiements pour les services écosystémiques est l'une des principales orientations de la recherche à l'avenir. Consulter http://www.iisd.org/natres/water/soft_paths.asp

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos vastes travaux concernant le lac Winnipeg, lire l'article de fond à la page 16 du présent rapport.

L'IIDD continue à aider avec le projet de site du patrimoine mondial de l'UNESCO présenté par Pimachiowin Aki pour la rive Est du lac Winnipeg. Pimachiowin Aki est un partenariat unique en son genre entre quatre Premières nations qui chevauchent la frontière entre le Manitoba et l'Ontario (Pikangikum, Poplar River, Pauingassi et Little Grand), le ministère de la Conservation du Manitoba et le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario. Pendant l'exercice 2006-2007, l'IIDD a tenu le rôle de secrétariat intérimaire de Pimachiowin Aki, soutenant leur objectif de préservation de l'un des derniers paysages culturels de la forêt boréale les plus importants de la planète. L'IIDD a joué un rôle essentiel de guide de Pimachiowin Aki vers la constitution en personne morale et continuera à aider au niveau de la recherche.

Bien que très éloigné, mais en relation avec nos travaux dans les Prairies canadiennes, GDRN continue son projet de quatre ans intitulé « L'adaptation pour développer la résilience » en collaboration avec l'équipe de Changements climatiques et énergie de l'IIDD. L'Energy and Resources Institute (Inde) est notre partenaire pour ces travaux

financés par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Aux termes du projet intitulé « Élaboration de politiques adaptatives : les liens entre les changements climatiques, l'agriculture et les ressources en eau », l'IIIDD effectue des études de cas comparatives au Canada et en Inde pour examiner les politiques qui favorisent ou entravent une gestion adaptative des ressources telles que les terres agricoles et l'eau dans des régions qui ont toujours été vulnérables face aux changements climatiques. Consulter http://www.iisd.org/climate/canada/adaptive_policy.asp

Le programme GDRN continue ses travaux d'avant-garde dans le domaine de l'environnement et de la sécurité au moyen d'un projet financé par la MacArthur Foundation dans la région de l'Albertine Rift aussi connue sous le nom de région des Grands Lacs d'Afrique. Chevauchant les frontières de l'Ouganda, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, du Burundi et de la Tanzanie, l'Albertine Rift est l'une des régions d'Afrique recelant la plus vaste

biodiversité. Elle est importante car y vivent des espèces indigènes exclusives à cette région. Malheureusement, elle a également été le théâtre de certains des conflits les plus violents de l'histoire récente. La conservation dans les zones de conflits implique inévitablement un éventail de défis exigeant de nouvelles approches de la mise en œuvre des programmes. L'IIIDD, avec le soutien technique du Centre for Development and Conservation (Nairobi), collabore avec les partenaires du DRC et de l'Ouganda pour développer la capacité des intervenants de la conservation à analyser et utiliser ces renseignements pour élaborer une programmation tenant compte des conflits.

L'IIIDD rapporte également au Canada les avantages d'une vaste expérience de recherche internationale dans le domaine de l'environnement et de la sécurité. En 2006-2007, GDRN a terminé une étude de délimitation de l'étendue pour Environnement Canada avec deux sous-thèmes principaux : une enquête sur les risques pour la sécurité ayant des répercussions au Canada qui sont influencés par l'environnement et réciproquement, la façon dont l'accent mis, après le 11 septembre, sur les risques traditionnels pour la sécurité peut avoir des répercussions imprévues sur l'environnement.

Sur la rive du lac Kivu au Rwanda : l'IIIDD s'efforce de développer la capacité des intervenants de la conservation.



POURQUOI CE TRAVAIL EST-IL IMPORTANT?



DIMPLE ROY ●●●
AGENTE DE PROJET DE L'IIIDD

Ayant passé la plus grande partie de ma vie à New Delhi, une métropole de 15 millions d'habitants, et beaucoup de temps dans la campagne du Gujarat, j'ai commencé à envisager l'importance de la conservation en ce qu'elle sauvegarde non seulement l'environnement mais aussi les moyens d'existence des populations rurales. Lorsque je suis arrivée au Canada, j'ai été surprise par ses vastes étendues inhabitées et apparemment vierges. Cependant, au fil du temps, j'ai réalisé que cet environnement apparemment « vierge » était vulnérable aux mêmes pressions que celles qui menacent les régions urbaines plus densément habitées. Il est rapidement devenu manifeste à mes yeux que les régions qualifiées de « sauvages », « naturelles » et « agricoles » avaient besoin d'une gestion et d'une surveillance intensives. Parce que ces régions servent à alimenter les populations urbaines en répondant à notre demande, apparemment insatiable, de services tels que l'alimentation, l'eau propre, l'air propre et une échappatoire à la vie urbaine, nous devons posséder des systèmes qui gèrent, protègent et contrôlent leur exploitation. Nous faisons face à d'imminents manques d'eau, changements climatiques et demandes croissantes de ressources naturelles et de services qu'elles fournissent. Ces questions nécessitent la prise immédiate de mesures de protection des systèmes naturels pour nous-mêmes, les générations futures et les millions de personnes dans le monde, sans oublier la multitude d'espèce avec lesquelles nous partageons la planète. C'est cette opinion, et un sentiment de responsabilité, qui motivent mes travaux auprès de l'IIIDD. Choissant des questions prioritaires telles que la gestion des ressources dans des régions touchées par des conflits et la gestion des ressources en eau dans les provinces canadiennes prédisposées aux sécheresses et aux inondations, la GDRN centre son énergie sur les solutions auxquelles participent de multiples intervenants et qui tiennent compte des préoccupations économiques tout en faisant de la conservation le principe directeur. Sauf un changement de paradigme dans la sensibilisation, ou la capacité de retourner en arrière, je suis convaincue que nos travaux serviront de référence pour les efforts de conservation du 21^e siècle. Bien que le changement de l'approche générale envers l'environnement selon laquelle il est là pour être exploité en vue d'en tirer un bénéfice personnel soit encore loin d'être réalisé, l'IIIDD joue un rôle important dans la définition des discussions actuelles sur la gestion des ressources au Canada et dans le monde. Je suis fière de faire partie de cette équipe captivante et progressive.

L'IIIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2006-2007 SON TRAVAIL

AU CHAPITRE DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Centre de recherches pour le développement international > Environnement Canada > Agriculture et Agroalimentaire Canada > Province du Manitoba > Agence suédoise d'aide au développement international > Organisation de coopération et de développement économiques > Académie mondiale pour la paix > UICN – Union mondiale pour la nature > Fonds mondial pour la nature – Programme international de conservation des gorilles > Fondation Max Bell > MacArthur Foundation > Winslow Foundation > Société de gestion des déchets nucléaires > BC Hydro

L'ordre du jour de la réalisation du développement durable est un ordre du jour du changement. Cependant, pour réaliser les changements, il nous faut de nouvelles idées et façons de faire les choses au niveau des pratiques industrielles, des politiques gouvernementales et des comportements individuels.

Après tout, le mouvement écologique existe depuis au moins 40 ans et le drapeau du « développement durable » flotte depuis la fin des années 1980. Pourtant, le monde est soumis à la dégradation environnementale, paralysé par une misère noire et menacé par des changements climatiques catastrophiques. Cela, malgré le regroupement de grands esprits, de très bonnes idées et d'une passion brûlante.

Bien que l'on puisse recenser certains succès au fil du temps, la pérennité des bonnes vieilles habitudes s'est traduite par la pérennité des résultats. Pour réaliser le changement, ce qu'il faut, c'est innover.

L'IIDD est très fier de célébrer l'innovation. Elle est présente dans tout ce que nous faisons. Nous sommes toujours à l'affût de nouvelles façons de réaliser un changement capital.

En 2004, cependant, nous avons réalisé que nous devions « remonter la barre », que nous devions trouver des façons de tester et d'incuber les nouvelles idées présentes dans l'esprit de nos chercheurs; des idées certes un peu inhabituelles, un peu risquées même; des idées difficiles à financer selon les voies traditionnelles. En réponse, nous avons lancé le Fonds d'innovation de l'IIDD, un mécanisme interne pour soutenir l'investissement dans les idées nouvelles.

Depuis 2004, nous avons levé plus de 400 000 \$ dollars canadiens pour le Fonds. Nous remercions les sociétés et les personnes qui ont soutenu notre vision grâce à leurs apports financiers et à leur enthousiasme.

À ce jour, environ deux-tiers des fonds ont été affectés à 14 projets couvrant un éventail d'initiatives qui ont obtenu l'approbation d'un comité d'examen interne après un rigoureux processus de présentation de demande. Lorsque vous lirez le présent rapport, deux autres projets du Fonds d'innovation seront en cours. Vous trouverez, ci-dessous trois brefs résumés de projets approuvés.

L'IIDD est extrêmement fier du succès du Fonds d'innovation et s'attend à ce que ses travaux fassent une réelle différence grâce à la promotion des changements dont le monde a besoin pour atteindre le développement durable.

Pour savoir comment contribuer au Fonds, consulter <http://www.iisd.org/innovation/>



FONDS D'INNOVATION DE L'IIDD

INVESTIR DANS L'ORDRE DU JOUR POUR LE CHANGEMENT

« Après le tsunami », financé par le Fonds d'innovation, ce projet de l'IIDD examine la question des droits aux ressources au cours des périodes postérieures aux catastrophes naturelles.

« BIEN QUE L'ON PUISSE RECENSER CERTAINS SUCCÈS AU FIL DU TEMPS, LA PÉRENNITÉ DES BONNES VIEILLES HABITUDES S'EST TRADUITE PAR LA PÉRENNITÉ DES RÉSULTATS. »

ACTIVITÉ EN 2006-2007

Solde du Fonds au 1 ^{er} avril 2006	222 \$
Contributions pendant 2006-2007	
E.I. duPont Canada Company	20
Subventions accordées aux projets pendant 2006-2007	
Dimensions sanitaires des changements climatiques	17
Advisory Centre for International Investment Law	29
Approvisionnement durable	25
Commonwealth et Francophonie Dialogue	30
<hr/> Total des subventions accordées aux projets pendant 2006-2007	<hr/> 101
Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2007	141 \$
<hr/>	
(en milliers de dollars canadiens)	

■ ■ ■ RÉSUMÉS DE PROJETS

RÉSUMÉ 1 : PAUVRETÉ – RAPPORT SUR LES ÉCOSYSTÈMES

Proposé par Anantha Duraiappah (ancien Directeur, Politiques économiques) et Marlene Roy (Ressources pour la recherche et l'Apprentissage)

Jusqu'à l'avènement de ce projet, aucun rapport n'avait entièrement révélé la relation entre les services écosystémiques et le développement humain concernant des populations particulières. Au moyen d'un ensemble complet de statistiques, ce rapport offre un aperçu des services écosystémiques stressés et de l'état du bien-être humain au Kenya et analyse la question de savoir si la récente stratégie de réduction de la pauvreté dans ce pays a porté ses fruits. Nous nous attendons à ce que le rapport contribue au développement durable en démontrant sans ambiguïté l'interdépendance entre le développement humain et les services écosystémiques. Un prototype du rapport sera publié en 2007.

RÉSUMÉ 2 : CATASTROPHES NATURELLES ET DROITS AUX RESSOURCES

Proposé par Oli Brown (Gestionnaire de projet) et Alec Crawford (Agent de projet)

[Traduction] « Les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tsunamis et les séismes endommagent et détruisent les terres, la mer, les forêts et autres ressources vitales pour les moyens d'existence des gens » écrivent Oli Brown, Alec Crawford et leur co-auteur Anne Hammill. [Traduction] « Elles tuent le détenteur des droits de propriété, détruisent les documents et effacent les démarcations. L'indemnisation postérieure à de telles catastrophes est souvent mal adaptée et les déplacements des réfugiés peuvent augmenter la concurrence pour l'obtention des rares ressources. »

Utilisant pour exemple le tsunami qui a ravagé l'Asie en 2004, ce projet a pour but d'analyser la façon dont les droits aux ressources sont redistribués après les catastrophes. Le document qui en résulte démontre comment des ressources mieux définies et appliquées équitablement peuvent renforcer la sécurité des moyens d'existence et la conservation de la biodiversité tout en aidant à éviter les conflits et à promouvoir la résilience face aux prochaines catastrophes. Jusqu'au lancement de ce projet, très peu de travaux avaient porté sur cette question.

RÉSUMÉ 3 : APPROVISIONNEMENT DURABLE

Proposé par Mark Halle (Directeur, Commerce et investissement) et Oshani Perera (Expert-conseil de l'IIDD)

En moyenne, les dépenses et la consommation du public représentent 16 % du PIB, présentant une possibilité importante de promotion de l'approvisionnement public durable (c.-à-d., les achats du secteur public qui favorisent les produits et services préférables du point de vue environnemental ou développemental). Ce projet a pour but d'analyser les lois, lignes directrices et initiatives bénévoles qui font la promotion du développement durable et facilitent l'approvisionnement durable par les autorités étatiques, les pouvoirs publics locaux et les institutions publiques du monde entier. Le projet a également cherché à développer des idées sur la façon de promouvoir l'approvisionnement durable dans les pays en développement et dans les économies en transition. Jusqu'au lancement de ce projet, il n'existait aucun processus essentiel et complet conçu pour évaluer et rendre compte des initiatives d'approvisionnement durable en cours.

DEUX NOUVELLES INITIATIVES

Dans l'environnement mondial, la collaboration est essentielle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre Institut en pleine expansion. En combinant nos connaissances, notre expertise et nos ressources au travers des divers programmes de l'IIDD, nous pouvons contribuer au développement durable de façons novatrices et passionnantes. Reconnaisant cela, le secteur du Financement de l'Institut a lancé deux campagnes majeures pour 2007-2008 en vue de compléter les efforts soutenant le Fonds d'innovation de l'IIDD.

Le monde est de plus en plus au courant des répercussions dramatiques des changements climatiques. Par conséquent, notre première campagne permettra à l'équipe de Changements climatiques et énergie de développer des projets transversaux novateurs qui incorporent d'autres domaines de programme de l'IIDD tels que Gestion durable des ressources naturelles et Mesure et évaluation. Notre seconde campagne majeure porte sur les Jeunes dirigeants du développement durable. Ce nouveau programme offre aux jeunes professionnels la possibilité d'apprendre les compétences essentielles en matière de communications internationales et d'améliorer leurs futurs travaux dans le domaine du développement durable. En centrant nos efforts sur des programmes qui recouvrent l'ensemble de l'Institut, nous serons en mesure de partager connaissances et capacité alors que nous nous attaquons aux questions complexes qui s'offrent au monde d'aujourd'hui.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Susan Barkman, Directrice,
Développement et relations communautaires
sbarkman@iisd.ca

Nancy Folliott,
Coordonnatrice du développement
nfolliott@iisd.ca

NOUS REMERCIONS LES BAILLEURS DE FONDS QUI APPORTENT LEUR SOUTIEN AU FONDS D'INNOVATION DE L'IIDD

Depuis le lancement du Fonds d'innovation de l'IIDD en 2003, nos bailleurs de fonds, qu'ils soient des entreprises ou des fondations, ont engagé 410 000 \$ et le Fonds continue de croître. Nous remercions les bailleurs de fonds qui nous ont apporté leur soutien. Ils ont investi dans une fière institution basée au Canada. Ils ont investi dans l'avenir de notre planète.

Alcan Inc	90 \$
E.I. duPont Canada Company	20
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
Kathleen M. Richardson Foundation	75

(en milliers de dollars canadiens)

L'initiative de compte rendu de l'IIDD suscite l'intérêt des ONG

Cela fait six ans depuis que l'IIDD a renouvelé l'intérêt pour la mesure de sa propre durabilité. Au cours de cette période, l'Institut a fait de nombreux progrès, retenant l'attention d'autres ONG intéressées par le DD à l'égard du processus.

De l'écologisation de ses bureaux à son entrée dans le nouveau marché du carbone, l'IIDD a tenté de donner un exemple qui puisse être suivi par d'autres.

En 2006-2007, les efforts de l'IIDD pourraient avoir commencé à porter leurs fruits.

D'importantes ONG canadiennes telles que Katimavik, le Pembina Institute, la Banque de céréales vivrières du Canada et CARE Canada sont quelques unes des 10 ONG qui ont communiqué avec l'Institut pour savoir comment devenir « carbon neutral. » Elles veulent savoir ce que fait l'IIDD et comment elles peuvent profiter de son expérience.

DONNER L'EXEMPLE

Par Michelle French

La chef de l'équipe d'Évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD, Marlene Roy, dit avoir été surprise par toute cette attention mais déclare que cela indique que l'IIDD a développé de solides antécédents en matière de compte rendu sur la durabilité, particulièrement en ce qui concerne le suivi des émissions de carbone et les achats compensatoires.

« Le fait est que nous disposons de cette expérience précoce. Nous allons maintenant commencer à en tirer les profits. » dit-elle « Je suis convaincue que nous allons commencer à voir de plus en plus d'organisations qui tenteront de rendre leurs opérations plus durables. »

Dans un autre geste de soutien envers les comptes-rendus de l'Institut, l'auteur primé et politologue de l'université de Toronto, Thomas Homer-Dixon, en partenariat avec l'IIDD a réalisé l'écologisation de la tournée nord-américaine de présentation de son ouvrage intitulé *The Upside of Down: Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*, qui examine les stress environnementaux et politico-économiques dans l'ordre mondial.

L'IIDD a examiné le plan de tournée verte de Homer-Dixon et a offert une assistance promotionnelle.

Alors que M^{me} Roy consigne toute l'attention reçue au registre des succès de l'Institut, elle déclare également qu'Évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD a rencontré un défi cette année sous la forme de son entrée dans le nouveau, et parfois trop complexe, marché international du carbone.

Représentant un institut mondial, l'équipe d'Évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD pensait qu'il était approprié d'acheter des crédits sur le marché international. Cependant, alors qu'elle a pu trouver des projets de développement prometteurs, il était difficile de trouver des achats qui répondent aux toutes nouvelles lignes directrices de l'Institut sur les crédits d'émission de carbone qui soulignent la nécessité de l'existence d'un développement mais aussi de répercussions environnementales. Par conséquent, elle est revenue au marché canadien du carbone.

« Sur le marché canadien, les freins et contrepoids sont actuellement un peu plus nombreux. Les crédits que nous avons achetés ont été certifiés, ou au moins vérifiés » dit-elle.

Le marché volontaire international en est encore à ses balbutiements et il lui faudra du temps pour mûrir.

« Nous souhaitons manifestement réaliser un bon investissement et nous devons disposer de renseignements pour le réaliser. Ces renseignements ne sont pas toujours disponibles » explique M^{me} Roy.

Malgré le revers de n'avoir pu acheter de crédits sur le marché international, d'autres objectifs ont été atteints.

Les lignes directrices sur les crédits d'émission de carbone aideront l'IIDD à simplifier ses achats.

En outre, l'Institut a atteint son objectif d'achat de matériel de vidéoconférence pour réduire ses déplacements en avion.

Alors que s'ouvre le nouvel exercice, l'équipe d'Évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD continuera à surveiller le marché international du carbone. Elle prévoit également de tester la faisabilité du regroupement des émissions de carbone avec des ONG ayant les mêmes objectifs. Il s'agit d'une mesure qui pourrait aider l'Institut à tirer un plus grand profit de ses achats de crédits d'émission de carbone. En outre, M^{me} Roy souhaiterait tenter d'harmoniser les lignes directrices sur les crédits d'émission de carbone de l'IIDD avec des courtiers ou des groupements, ce qui en faciliterait l'achat.

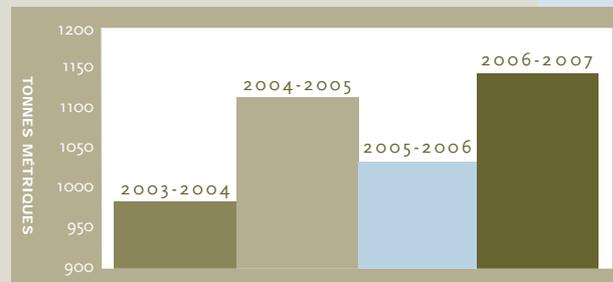
Alors qu'il n'est pas certain que le compte-rendu de durabilité de l'IIDD continuera à attirer autant d'attention que cela a été le cas en 2006-2007, M^{me} Roy s'est engagée une fois encore à « prêcher par l'exemple » et à développer la culture institutionnelle de soutien.

L'IIDD prépare son Rapport sur le développement durable en fonction des lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI). L'Institut est actuellement l'une des rares ONG à se servir de ces lignes directrices pour préparer ses rapports internes de durabilité.

Michelle French est agente d'édition de l'IIDD.

« SUR LE MARCHÉ CANADIEN, LES FREINS ET CONTREPOIDS SONT ACTUELLEMENT UN PEU PLUS NOMBREUX. LES CRÉDITS QUE NOUS AVONS ACHÉTÉS ONT ÉTÉ CERTIFIÉS, OU AU MOINS VÉRIFIÉS. »

Pour obtenir un rapport provisoire sur les activités pour 2006-2007, consulter <http://www.iisd.org/about/sdreporting/>



TONNES MÉTRIQUES D'ÉMISSIONS DE CARBONE PRODUITES PAR LES OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE

Depuis l'année dernière, nos émissions de carbone ont augmenté de 97 tonnes métriques en raison d'une augmentation de la consommation d'électricité dans le bâtiment du bureau de Winnipeg et des voyages d'affaires. Étant donné que l'IIDD occupe un étage et demi d'un bâtiment de huit étages, l'augmentation de la consommation d'électricité peut être due à des activités ayant lieu dans d'autres bureaux que les siens. Les émissions de carbone découlant des voyages d'affaires ont augmenté proportionnellement à l'augmentation de nos dépenses totales.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2007 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

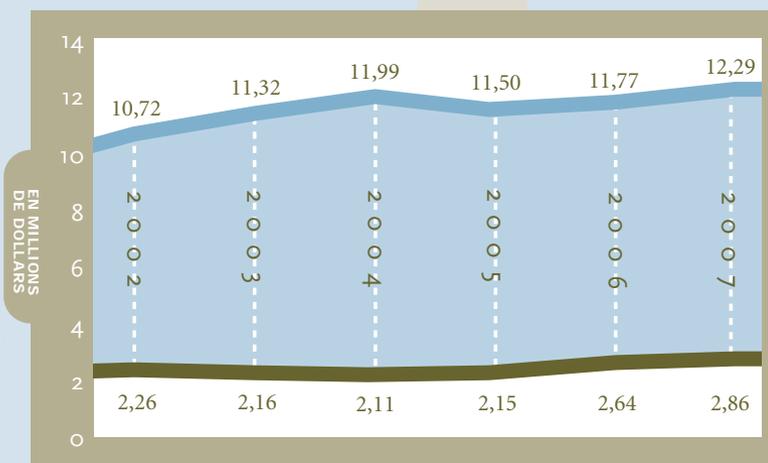
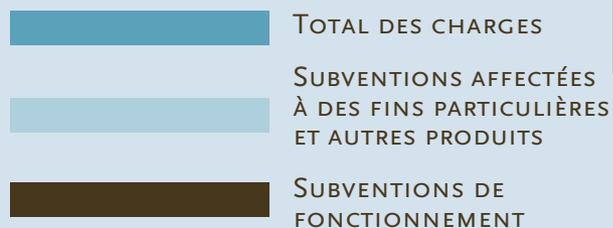
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 29 mai 2007

2002 - 2007 ÉVOLUTION DU FINANCEMENT DE L'IIDD



Exercices terminés les 31 mars

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 mars 2007

	2007	2006
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	1 861 681 \$	1 347 469 \$
Titres négociables	7 386 657	6 782 977
Débiteurs	7 768 092	7 988 400
Frais payés d'avance et dépôts	89 456	122 662
	17 105 886	16 241 508
IMMOBILISATIONS		
	464 596	354 857
	17 570 482 \$	16 596 365 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 635 850 \$	1 363 668 \$
Produits reportés	8 389 952	8 286 655
	10 025 802	9 650 323
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	464 596	354 857
Réserve pour création de programmes	4 836 664	3 471 906
Réserve pour développement à long terme	1 003 136	1 318 802
Fonds d'innovation (note 3)	141 137	221 937
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 099 147	1 578 540
	7 544 680	6 946 042
	17 570 482 \$	16 596 365 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

De l'exercice terminé le 31 mars 2007

	2007	2006
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	9 319 176 \$	9 024 212 \$
Subventions de fonctionnement	2 857 130	2 642 130
Fonds d'innovation	46 213	79 123
Intérêts	316 899	229 015
Autres produits	433 086	153 473
TOTAL DES PRODUITS	12 972 504	12 127 953
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	3 916 182	2 993 409
Services de production de rapports	2 685 514	2 938 892
Changements climatiques et énergie	1 488 547	1 664 175
Communication des connaissances	807 656	984 379
Gestion durable des ressources naturelles	788 649	788 472
Mesures et indicateurs	677 515	681 225
Politique économique	68 817	256 620
Création de nouveaux projets	135 242	93 402
Fonds d'innovation	46 528	79 479
	10 614 650	10 480 053
Administration	877 591	771 462
Financement et sensibilisation	668 580	395 909
Conseil d'administration	132 245	125 485
TOTAL DES CHARGES	12 293 066	11 772 909
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	679 438	355 044
MONTANT AFFECTÉ (DES) AUX		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	(109 739)	(46 106)
Réserve pour création de programmes	(1 364 758)	93 395
Réserve pour développement à long terme	315 666	138 195
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	(479 393)	540 528
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT	1 578 540	1 038 012
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN	1 099 147 \$	1 578 540 \$

ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	2 115 \$	2 287 \$
internationaux	4 514	7 400
	6 629	9 687
Organismes des Nations Unies	667	876
Organismes internationaux	445	370
Fondations philanthropiques	1 249	694
Secteur privé et autres	489	287
	9 479 \$	11 914 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, le gain de change non réalisé au 31 mars d'un montant de 201 000 \$ (perte de 96 000 \$ en 2006), sont ventilés par secteur d'activité comme suit :

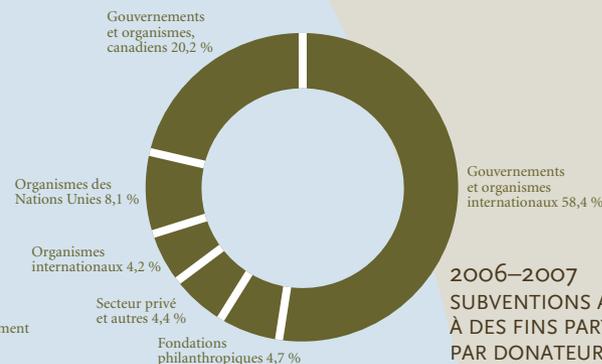
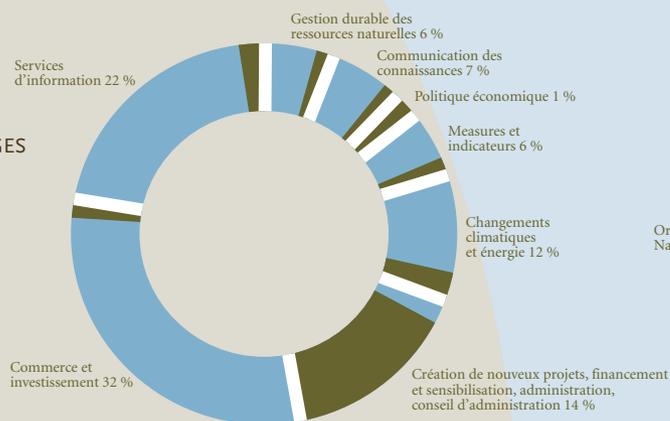
Secteurs d'activité	Autres produits	Fonds d'innovation	Subventions affectées à des fins particulières	Total
			(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	24 \$	– \$	3 832 \$	3 856 \$
Services de production de rapports	–	–	2 393	2 393
Changements climatiques et énergie	127	–	1 119	1 246
Gestion durable des ressources naturelles	20	–	691	711
Communication des connaissances	4	–	685	689
Mesures et indicateurs	31	–	534	565
Politique économique	–	–	26	26
Administration, financement et sensibilisation	227	–	39	266
	433	–	9 319	9 752
Fonds d'innovation	–	46	–	46
	433 \$	46 \$	9 319 \$	9 798 \$

PRODUITS ET CHARGES
PAR CATÉGORIE DE
PROJETS EN
2006-2007

Total des charges
12 293 066 \$

FINANCÉ AU MOYEN DE CE QUI SUIT :

- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT
- SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES ET AUTRES PRODUITS



2006-2007
SUBVENTIONS AFFECTÉES
À DES FINS PARTICULIÈRES,
PAR DONATEUR

Total des subventions affectées à des fins particulières 9 319 176 \$

ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars) De l'exercice terminé le 31 mars 2007

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Gestion durable des ressources naturelles	Communication des connaissances	Mesures et indicateurs	Politique économique	Création de nouveaux projets	Fonds d'innovation	Administration	Financement sensibilisation	Conseil d'administration	Total 2007	Total 2006
Produits	3 856 \$	2 393 \$	1 246 \$	711 \$	689 \$	565 \$	26 \$	– \$	46 \$	230 \$	36 \$	– \$	9 798 \$	9 257 \$
Personnel	1 891	820	913	481	313	455	51	81	33	693	392		6 123	5 399
Collaborateurs	1 041	753	150	134	337	44	2	13	6	25	43		2 548	2 532
Déplacements	472	796	230	72	72	87	7	34	8	48	25		1 851	2 214
Loyer	107	87	41	22	14	22	2	–	–	31	18		344	336
Fournitures et autre matériel	125	64	47	37	20	24	3	1	–	44	45		410	375
Publications	66	29	7	1	5	9	–	5	–	–	98		220	199
Amortissement des immobilisations	54	59	23	23	13	16	4	–	–	17	18		227	172
Réunions	94		31	6	22	1	–	–	–	1	10		165	162
Télécommunications	51	70	39	9	10	15	–	1	–	13	16		224	209
Conseil d'administration	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	132	132	125
Documents de recherche	15	7	7	4	2	4	–	–	–	6	4		49	50
Total des charges	3 916	2 685	1 488	789	808	677	69	135	47	878	669	132	12 293	11 773
Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges	(60)\$	(292)\$	(242)\$	(78)\$	(119)\$	(112)\$	(43)\$	(135)\$	(1)\$	(648)\$	(633)\$	(132)	(2 495)	(2 516)
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :														
Subventions de fonctionnement													2 857	2 642
Intérêts													317	229
Excédent des produits sur les charges													679 \$	355 \$

SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2007

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Environnement Canada	654 \$
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	397
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	250
Agriculture et Agroalimentaire Canada	199
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	27
Autres	9
	1 536

Gouvernements provinciaux

Manitoba	530
Alberta	21
Colombie-Britannique	13
Ontario	10
Nouvelle-Écosse	5
	579

Gouvernements étrangers

Suisse	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	819
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	418
Office fédéral de l'environnement, division Affaires internationales	94
	1 331

Danemark	
Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark	1 019

Norvège	
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	348
Ministère des Affaires étrangères	146
Ministère de l'Environnement	15
	509

Suède	
Agence suédoise de développement international	218
Ministère des Affaires étrangères	113
Ministère du Développement durable	45
	376

Royaume-Uni	
Ministère du Développement international (DFID)	203

France	
Ministère des Affaires étrangères	112
Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie	68
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	20
	200

Pays-Bas	
Ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement	123
Ministère de l'Agriculture, division des affaires internationales	12
	135

Commission européenne	150
Espagne	132
Australie	93
Nouvelle-Zélande	81

Governments of other nations (continued)

Japon	
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	47
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	29
	76

Allemagne	64
Autriche	53
Taiwan	41
Indonésie	34
Royaume d'Arabie saoudite	14
Autres	3
	4 514

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	478
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	72
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	47
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	29
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	23
Autres	18
	667

Organismes internationaux

The African Centre for Technology Studies (ACTS)	118
Agence de coordination du développement de la région du lac Balaton	107
Banque mondiale	75
Autres	46
CIRAD/ IMOSEB	35
Union mondiale pour la nature (UICN)	33
CORDAID	17
Stockholm Environment Institute (SEI)	14
	445

Fondations philanthropiques

The William and Flora Hewlett Foundation	580
The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA)	379
Fondation GLOBE du Canada	68
Fondation Max Bell	60
Charles Stewart Mott Foundation	58
CitiGroup Foundation	58
Walter & Duncan Gordon Foundation	35
Foundation of the University of Costa Rica for Research	11
	1 249

Secteur privé et autres

Oxfam – Québec	138
Autres	55
BC Hydro	46
Scott Wilson Group plc	44
PEMSEA	41
Suncor Energy Inc.	40
University of Aberdeen	33
Alcan	26
Transcanada Corporation	24
Fédération canadienne des municipalités	22
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet	20
	489

9 479 \$